

L'ACTION FRANÇAISE

5 2 0 0 0

4 € | N° 2818 | 65^e année | Du 2 au 15 juin 2011 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net



L'incapacité

Immigration
incontrôlée
Insécurité
galopante

du pouvoir

L'ESSENTIEL

✓ ÉCONOMIE

Sommet du G8 : gouvernance en trompe l'œil p. 2

✓ POLITIQUE

DSK, une affaire de plus p. 4

✓ SOCIÉTÉ

Libérer l'expression avec le Cercle des Avocats libres p. 5

Un eugénisme d'État ? p. 6

✓ MONDE

Duel mémoriel en Belgique p. 7

Bruxelles sermonne Paris p. 7

Élection bouleversante à Ottawa p. 8

Après le "printemps arabe" : décrypter le jeu américain p. 9

✓ ARTS & LETTRES

Peinture : Odilon Redon, prince du rêve p. 10

Livres : les derniers rois possibles ? p. 11

✓ HISTOIRE

Le Vert Galant au risque de la France p. 12

✓ IDÉES

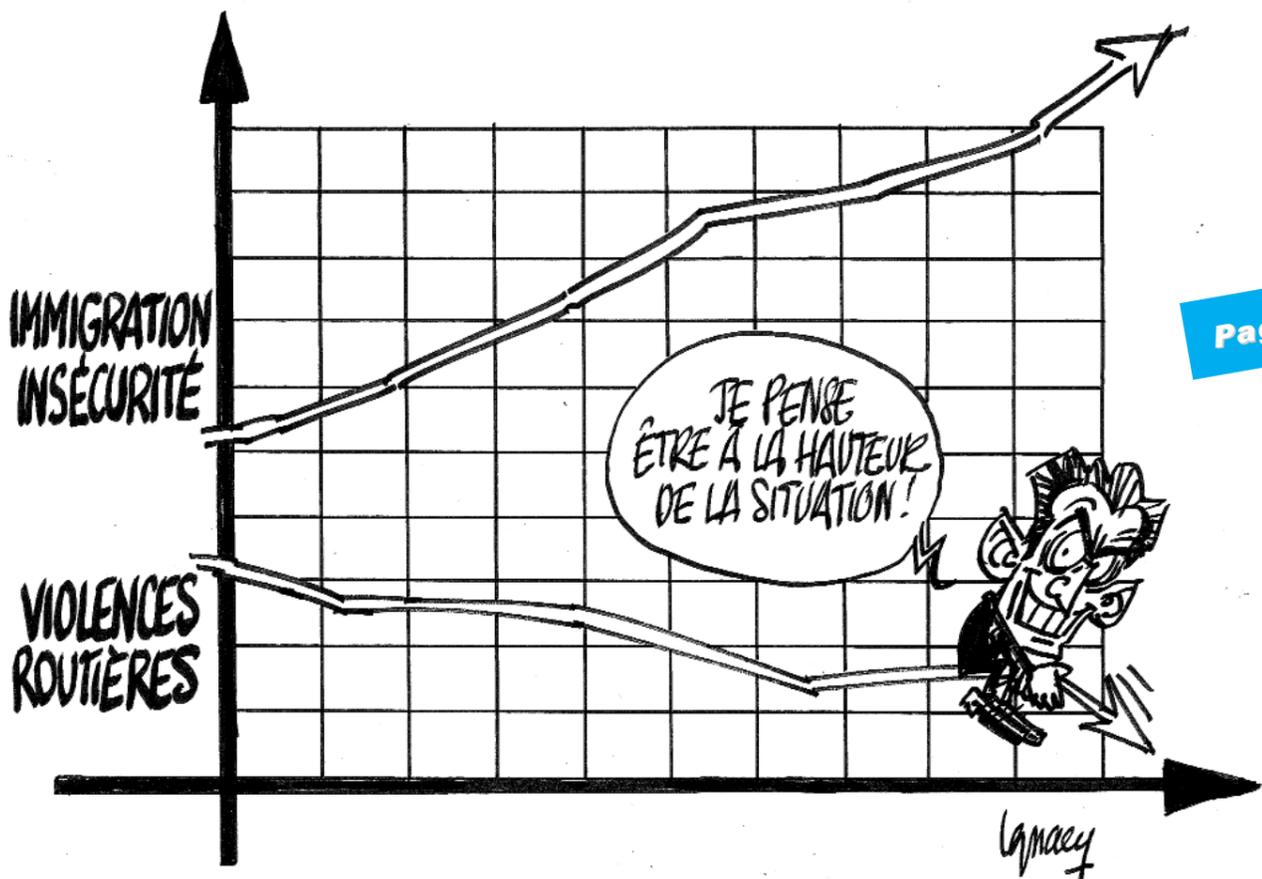
D'un humanisme à l'autre p. 13

✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS

Regard sur la science-fiction... et la bioéthique p. 14

✓ COMBAT

Rencontre avec un militant francophone p. 15



Page 3

Deux enterrements, une naissance

LA RÉPUBLIQUE française et son personnel politique semblent en proie depuis quelques jours à une véritable crise de vertu. Mais ce n'est pas une crise de régime, tout au plus un symptôme provisoire, un souffle d'air nécessaire en pleine sclérose démocratique. Rien de plus. La chose n'est pas nouvelle et pour atteindre un peu d'altitude, prenons un peu de recul. Antoine Pinay, l'homme du nouveau franc, faillit connaître en 1965 le même sort que DSK, quand sur le point

de se présenter contre de Gaulle, il fut menacé de révélations sur son goût pour les très jeunes femmes. Cinq ans plus tôt éclatait ce qu'un journaliste inventif avait désigné sous le nom de « Ballets roses ».

Adrien Le Troquer, fruit de la méritocratie républicaine, héros mutilé de la guerre 14-18, résistant modèle des années quarante et figure emblématique de la SFIO mais surtout président de l'Assemblée nationale, sombrait dans une sinistre affaire de moeurs. Une photographie ancienne le montre près d'un agent de police à la 15^{ème} Chambre du tribunal correctionnel de Paris où il comparait pour excitation de jeunes filles mineures

à la débauche. Cela vaut bien un DSK menotté, une barbe de trois jours au menton. Ainsi tombent en politique ceux dont le style de vie rend vulnérables. Tandis que s'effondre l'époux d'Anne Sinclair, tandis que plonge Georges Tron, Nicolas Sarkozy, tout compte fait, se porte bien, père bientôt comblé. Dans son bloc-notes du 1^{er} février 1959 Mauriac assure : « La question pour chaque être humain, quel qu'il soit, c'est de maîtriser dans sa vie apparente, mais aussi, mais surtout au-dedans de lui, cette convoitise dont l'objet, après tout, importe peu. Ce qui compte c'est de n'être pas dévoré . » □

Marc Savina

M 01093 - 2818 - F: 4,00 €



« TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NÔTRE »

□ G8 À DEAUVILLE

Gouvernance en trompe-l'œil

Confrontés à de multiples foyers d'instabilité, les États du G8 ont affiché leur soutien aux pays du sud de la Méditerranée. Mais leur générosité s'avère bridée par l'ampleur de leurs dettes.

Capitale d'un monde fictif durant deux jours, Deauville a accueilli la semaine dernière les participants au sommet du G8, soit dix-huit chefs d'État ou de gouvernement, en comptant les invités, 2 500 membres de délégation, quelque 3 500 journalistes - et plus de 12 000 policiers et militaires chargés de la sécurité.

En attendant le G20

Ainsi bunkérisée, la station balnéaire n'avait certes plus rien de commun avec le décor planté par Claude Lelouch pour *Un homme et une femme*. Mais les "global leaders" n'étaient pas là pour s'abandonner à la nostalgie. D'autant que, selon les analystes, les affaires du monde sont préoccupantes. Elles requerraient de considérables moyens financiers pour apaiser les foyers d'instabilité, alors que les caisses sont vides. Ce qui n'empêche pas le club des "pays les plus industrialisés" de continuer à se comporter comme si la fortune n'avait pas tourné.

Rappelons que le G8 comprend l'Allemagne, les États-Unis, le Canada, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et la Russie. La Chine et les autres pays émergents en sont donc absents. Il faudra attendre le prochain sommet du G20, les 3 et 4 novembre à Cannes, où Nicolas Sarkozy passera le témoin au Mexique, pour avoir une représentation géopolitique et économique plus juste et efficiente. À Deauville, Sarkozy, Obama, Cameron, Merkel et les autres ont toutefois voulu donner le change, notamment en affichant ostensiblement leur soutien aux pays du sud de la Méditerranée qui seraient engagés dans un processus démocratique, la Tunisie et l'Égypte, mais aussi à des pays subsahariens comme le Ni-



Manifestation contre le G8 au Havre le 21 mai 2011

ger, la Guinée et la Côte d'Ivoire. Tous ces pays, dont les dirigeants avaient été invités à Deauville, ont présenté une liste de besoins financiers « pour ancrer la démocratie » : la note se chiffre en dizaines de milliards d'euros.

Généreux mais désargentés

Cette fameuse promesse de démocratisation est encore problématique, comme le suggère le possible report au mois d'octobre des élections tunisiennes initialement prévues en juillet. Mais qu'importe ! Les pays du G8 veulent se rassurer et croire à une normalisation sud-méditerranéenne conforme aux critères occidentaux. Encore faut-il trouver l'argent de cette générosité intéressée. Impécunieux et eux-mêmes couverts de dettes, quand ils ne doivent pas faire face comme le Japon à une crise de l'énergie nucléaire, les dirigeants du G8 ont, fort heureusement pour eux,

beaucoup de relations et des accès facilités aux ressources des organisations multilatérales idoines. Ainsi, le FMI pourrait contribuer à hauteur de 25 milliards de dollars. Seront en outre sollicitées la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement, institution de financement à long terme, et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Après avoir accompagné la transition des ex-pays communistes vers l'économie de marché, la BERD va réorienter ses activités vers le sud de la Méditerranée.

Un sud qui, bien sûr, ne comprend pas encore la Libye, toujours exposée aux bombardements de l'OTAN et avec d'autant moins de retenue que le président russe Dmitri Medvedev vient de lâcher Kadhafi. Le Syrien Bachar el Assad, jusqu'alors soutenu en sous-main par la Russie, peut se faire du souci, même s'il garde encore la main sur des réseaux toxiques dans l'ensemble de la région.

À considérer l'empressement du G8 à répondre aux sollicitations des "bons Arabes", on ne peut s'empêcher de le comparer à la morgue manifestée par les nantis envers les pays européens exposés à un défaut de paiement. Certes, la réunion de Deauville n'était pas destinée à proposer une solution aux problèmes dont l'Union européenne souhaite conserver la maîtrise - raison pour laquelle les Vingt-Sept ont rejeté il y a quelques mois une solution 100 % FMI pour la Grèce. Néanmoins, ce sont bien des fonctionnaires du Fonds monétaire international qui, depuis le 10 mai, discutent avec le Trésor grec des modalités de remboursement d'un prêt accordé en 2010.

La Grèce humiliée

Les Grecs peuvent d'ailleurs se demander à quelle sauce ils seront mangés. Et jusqu'où ira le programme de privatisations devant permettre au gouvernement Papandréou d'éviter la faillite. Une des idées circulant actuellement dans l'Euroland consisterait à créer une agence de privatisations indépendante du gouvernement grec et pilotée par des experts étrangers. On ne fait pas plus humiliant. Du coup, on re-parle à Athènes d'un éventuel retour à la drachme.

Les pays de l'Europe méridionale ne sont pas les seuls à jongler avec les déficits. S'exprimant récemment sur une chaîne de télévision nord-américaine, le prince saoudien Al-Walid ben Talal, un influent financier, a mis en garde les États-Unis contre le poids écrasant de leur dette publique, « une bombe à retardement », a-t-il dit. Plutôt discret à Deauville, excepté sur l'affaire libyenne, Barack Obama songeait sans doute à la rude bataille qui l'attend au Congrès, justement sur la réduction des déficits. Aussi ne s'est-il guère montré vétilleux sur la succession de Strauss-Kahn au FMI. D'abord réticent, il aurait finalement donné son aval à la candidature de Christine Lagarde. La gouvernance mondiale, dont on nous rebat les oreilles, n'a pas trouvé à Deauville ses référents incontestés. ■

Guy C. Menuisier

Sur le front de l'euro

Un tabou vient-il d'être brisé ? « Le scénario d'un éloignement de la Grèce de l'euro est désormais sur la table. » C'est un commissaire européen qui l'a annoncé, la Grecque Maria Damanaki. « Soit nous tombons d'accord avec nos bailleurs de fonds [...], soit nous retournons à la drachme », a-t-elle prévenu. Peut-être cette posture est-elle censée influencer des négociations en coulisses. Athènes ne sera pas en mesure de se refinancer sur les marchés dès l'année prochaine. Aussi l'UE et ses États membres devraient-ils remettre la main à la poche. Quant aux « agents privés », ils pourraient « prendre une part du fardeau » selon le président de la République. En cas de restructuration, les banques françaises seraient parmi les plus exposées. Mais BNP-Paribas se veut rassurant : une décote de 25 à 30 % affecterait 0,04 % de ses "fonds propres durs". Un impact « significatif mais limité » selon la banque. Loin de partager cet optimisme, le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, pointe « le scénario de l'horreur ». Une restructuration, fût-elle limitée à « l'allongement des délais de paiement » poserait « des questions juridiques très compliquées ». « Il y a de fortes chances pour que cela soit l'équivalent d'un défaut ». Du moins les marchés pourraient-ils l'interpréter comme tel. Au risque d'être gagnés par la panique et de provoquer un nouveau séisme financier. □ G.D.

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujot
Directeur de la publication : M.G. Pujot
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique :
François Marilhac (éditorialiste),
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin,
Aristide Leucate, Marc Savina

Société : Stéphane Blanchonnet,
Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux,
Stéphane Piolenc

Économie & Social : Guy C. Menuisier

Europe : Charles-Henri Brignac,
Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier

Monde : Philippe Maine, Pascal Nari

Arts & Lettres : Anne Bernet, Monique
Beaumont, Charles-Henri Brignac,
Louis Montarnal, Alain Waelkens

Histoire : Michel Fromentoux,
Yves Lenormand, René Pillorget,
Frédéric Winkler

Chroniques : Jean-Baptiste Morvan

Idées : Stéphane Blanchonnet,
Dimitri Julien, François Marilhac

Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

La France, nouveau label



Les pouvoirs publics créent un label censé promouvoir la production nationale. Une façon d'enrayer la désindustrialisation ?

LE NOUVEAU LABEL "Origine France garantie" est piloté par une association d'entreprises et syndicats professionnels, logée à l'enseigne de Pro France dans la quiétude de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie à Paris. Le certificateur est le Bureau Veritas. Les coûts sont bridés et les procédures lisibles. Tout va bien. Aussi doit-on s'étonner de la brièveté de la liste des partenaires que publie Pro France. La presse économique repasse en boucle quelques marques connues du grand public comme le lunetier Atol, les skis Rossignol ou le carrossier d'électroménager Fagor. Dans les détails se niche le démon. Le produit doit être conçu en France

et la valeur ajoutée obtenue pour moitié sur le territoire national. Comme il n'existe aucune génération spontanée dans l'industrie, on comprend déjà que la certification ne peut être sûre que si les intrants obéissent eux-mêmes à cette proportion, ce qui est impossible à sourcer sérieusement.

Production à moitié nationale

Si le label est un succès - il faut bien sûr le souhaiter - s'engouffreront dans la certification les malins après les sincères. Et très vite, car ils n'attendent jamais longtemps, les entrepreneurs étrangers viendront chez nous naturaliser leurs produits. Exemple-type : cinq cents hectares de zone industrielle ont été ouverts aux Chinois à Châteauroux sur l'ancienne base OTAN pour produire du "high tech" céleste *made in France* ! C'est le contrat passé par la région Centre avec 4 000 emplois à la clef. On doit comprendre que les entreprises françaises moyennes et petites - c'est la cible - qui produisent réellement en France ont fa-

itement des coûts de production supérieurs à leurs concurrents émergents. Ce surcoût se répercute sur l'étiquette en magasin. Le nouveau label "France" effacera-t-il la prime patriotique dans la décision d'achat du consommateur-citoyen ? On sait d'expérience que non, le patriotisme n'est pas si répandu qu'il suffit à vendre, sauf pour des produits techniques achetés par des connaisseurs impliqués dans la durabilité ou la normalisation. Et que dire quand le produit franco-français sera mis en concurrence avec un produit turc "moitié français" *made in Bangladesh* ?

Si l'on a retenu la proportion de 50 %, et non pas 66 (2/3) voire 75 % (3/4), c'est qu'à l'examen, il reste peu d'entreprises françaises produisant sous ces critères. La désindustrialisation du pays est achevée, le label réactivera le commerce intérieur de produits plus ou moins faits ici, et l'exportation d'articles pas encore francisés dans l'esprit du consommateur lointain. Pour réindustrialiser, il faudra innover. ■

Catoneo

L'incapacité du pouvoir

Un partout ? Le triste spectacle offert par l'UMP en ce printemps 2011 augure mal de la dignité de la campagne pour l'élection présidentielle et s'il fallait un argument supplémentaire en faveur d'un régime politique qui nous libérerait de cette corvée républicaine, l'actualité nous le fournirait aisément. Certes, Georges Tron n'avait pas les ambitions d'un DSK. Toutefois, après Alain Joyandet, Christian Blanc, Éric Woerth et Michèle Alliot-Marie, c'est le cinquième ministre à devoir quitter le gouvernement depuis l'été dernier ! Quant à Christine Lagarde, chargée de l'Économie sans interruption depuis 2007, pense-t-elle qu'épinglée par la Cour des comptes pour son rôle dans l'affaire Tapie - deux de ses plus proches collaborateurs sont déjà dans le collimateur de la justice -, son élection à la tête de l'organisation internationale la protégerait des poursuites ? Si l'affaire éclatait, la réputation internationale de la France en prendrait un nouveau coup, quoi qu'on pense par ailleurs de l'action du FMI.

Effets de communication

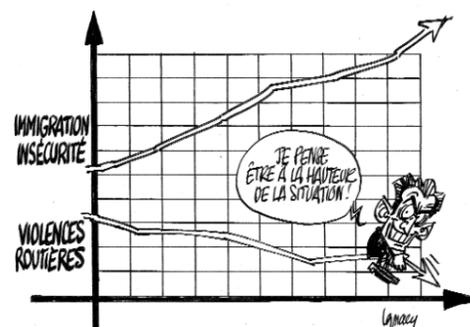
Oui, la campagne a commencé très tôt et très bas. Mais le plus inquiétant, c'est que les problèmes réels des Français, qui se sont aggravés depuis quatre ans, ne servent déjà aux responsables politiques qu'à de simples effets de communication. Il semble même que Claude Guéant se contente de lire *L'Action Française* pour confirmer les craintes que nous émettions au moment de sa nomination : l'esbroufe et non la volonté de s'attaquer réellement aux conséquences catastrophiques pour le pays d'une insécurité galopante et d'une immigration incontrôlée. Car le ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration (n'en jetez plus !) ne cesse de multiplier les déclarations incendiaires jugées provocatrices par la gauche, cristallisant sur sa personne des commentaires aussi excessifs que ridicules. Comme si, au fond, l'opposition officielle cherchait à faire le jeu de l'UMP en accréditant le gouvernement d'une volonté réelle de contrôler l'immigration, de revenir sur les facilités accordées, notamment aux Tunisiens, de venir travailler en France, de limiter le regroupement familial ou de faire cesser les abus au droit d'asile, alors qu'il fait le contraire de ce qu'il affirme, qu'il s'agisse des prétendus besoins du pays en immigration ou du poids de celle-ci dans l'échec scolaire. Les Français attendront encore longtemps que des mesures appropriées suivent les constats, les décisions en la matière se prenant à Bruxelles et non à Paris... Les

mensonges de Guéant sont flagrants : n'est-ce pas en vertu du pacte sur l'immigration que Sarkozy a fait adopter lors de la présidence "française" de l'Union européenne en 2008 que la Commission a pu annoncer le 24 mai préparer « un train de mesures afin d'améliorer la gestion des flux migratoires originaires du sud de la Méditerranée », dont le but est de « promouvoir la mobilité et des migrations bien gérées » et « d'offrir davantage de voies légales d'entrée en Europe [...] en assouplissant encore davantage les régimes des visas » ? La vraie politique menée par Guéant... et Sarkozy, la voilà !

Tragi-comédie à l'UMP

Quant à la tragi-comédie interne à l'UMP, à la suite des mesures aussi démagogiques qu'inefficaces, voire accidentogènes, du gouvernement en matière de « violence » routière - concept qui a remplacé celui d'insécurité ou d'infraction -, elle n'a fait qu'accroître la certitude du malaise de l'UMP devant la progression du Front national. Non que les députés de la Droite populaire n'aient raison de s'inquiéter : les électeurs sont effectivement ulcérés. Le dommage est que leur seul sujet de préoccupation soit leur réélection en 2012 et non une réelle politique de sécurité routière respectueuse de nos libertés... Du reste, ils sont, comme d'habitude, rentrés dans le rang dès que Fillon a sonné la fin de la récréation. Nous n'en sommes pas moins à un tournant de société : la présomption de culpabilité qui pèse sur chaque Français dès qu'il prend sa voiture traduit, au nom d'une morale sécuritaire, la volonté réelle d'instaurer un flicage généralisé de la population. Le conducteur est désormais considéré comme un délinquant en puissance qu'il s'agit de piéger pour punir, l'écart le plus minime devant déboucher sur une sanction systématique. La tolérance zéro pour les honnêtes gens : la seule que Sarkozy aura instituée au cours de son mandat.

D'ailleurs, le secrétaire d'État au logement, Benoist Apparu, a vendu la mèche dans *Le Figaro* du 23 mai, en distinguant à l'intérieur de l'UMP une droite « traditionnelle de type régalienn », « incarnée » par Guéant, et une droite « plus ouverte, plus généreuse et plus moderne », « incarnée » par Juppé... Opposer la tradition régalienn à la générosité et à l'ouverture : l'aveu est de taille ! Mais il ne gêne pas, précisément, ce représentant d'une droite « moderne » jumelle de la gauche « moderne » : idéologiquement soumises au mondialisme, elles ont toutes deux perdu le sens de



l'État. Le plus intéressant est le cynisme, d'une naïveté confondante, du secrétaire d'État : la droite « régalienn » ? « On doit la conserver pour ne pas laisser le champ libre au Front national. » Le nigaud se rend-il compte de l'hommage qu'il rend ainsi au parti de Marine Le Pen ? Et surtout de la légitimité qu'il reconnaît à la dynamique nationale en train de s'organiser ? Mille ans de tradition capétienne - car comment comprendre autrement la tradition de type régalienn ? - réduits ainsi à un slogan électoral ! C'est à la fois reconnaître le sûr instinct du pays réel qui sait que la préservation de ses libertés fondamentales dépend de celle d'un État souverain et protecteur - d'un roi empereur en son royaume -, et avouer le mépris du pays légal, droite et gauche « modernes » confondues, pour cette même indépendance de la patrie qui reste, comme le disait Maurras, la plus précieuse de nos libertés.

Dans l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder dans le précédent numéro, notre ami Paul-Marie Coûteaux soulignait que le « royalisme est une école de pensée, on pourrait dire qu'il est par excellence l'école de la pensée française, et non un parti ». Nous lui sommes reconnaissants de cet hommage. Mais dans "Action française", il y a "action" : et nous n'avons aucune prévention sur les moyens à mettre en œuvre pour sauver le pays. En 1919, Léon Daudet fut élu député royaliste - il n'était du reste pas le seul - dans le cadre d'une grande coalition nationale. Les moyens sont neutres, à partir du moment où ils ne contredisent pas l'objectif poursuivi. Nous prendrons, sous quelque forme que ce soit, toute notre part dans la lutte qui doit conduire à la libération nationale : sans illusion aucune sur la pérennité à long terme de notre lutte dans un système républicain, mais avec la détermination de sauver l'héritage en attendant l'héritier qui, seul, sera à même d'assurer l'avenir français. □

François Marcilhac

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Comment vous pouvez nous aider

DEPUIS le début de l'année, nous avons apporté de sensibles améliorations au contenu rédactionnel et à la présentation de *L'Action Française 2000*, provoquant une augmentation des ventes en kiosques.

Malheureusement, le journal ne peut vivre de ses seules ressources ordinaires (abonnements et ventes au numéro). Comme tous les périodiques politiques qui ne bénéficient pas de sub-

ventions, *L'AF 2000* a besoin d'une aide financière pour disposer des moyens nécessaires non seulement pour vivre mais aussi pour se développer : c'est la souscription.

Pour nous aider, participez-y aussi généreusement que possible. C'est vital. Vous pouvez aussi faire bénéficier *L'AF 2000* d'un versement mensuel ou trimestriel régulier - versement à effectuer au nom de M^{me} Geneviève Castelluccio au Crédit lyon-

nais, agence A, place du Théâtre français, 75001 Paris, compte n° 73 536 S.

Vous pouvez aussi nous aider en vous abonnant si vous ne l'êtes pas encore et en nous communiquant l'adresse de personnes susceptibles d'être intéressées par notre journal. Nous leur ferons un service gratuit pour les inciter à s'abonner.

Pour tout cela, merci de tout cœur.

Marielle Pujo



✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Liste n° 7

Virement régulier : M^{me} Annie Paul, 15,24 ;

« En souvenir de mon père », Ernest Berger, 100 ; Jacques Lamonerie, 220 ; livres d'occasion, 130 ; M^{me} Huguette Fouquet, 30 ; « Amitiés, vive Dieu, vive le roi », Guy Steinbach, 70.

Total de cette liste	565,24 €
Listes précédentes	2 808,28 €
Total	3 373,52 €

□ DSK

Une affaire de plus

Les déboires de Dominique Strauss-Kahn ont privé le PS de son homme providentiel. Mais c'est toute la République qui est éclaboussée par ce nouveau scandale... Regard sur l'"Affaire" dans le viseur de 2012.

Notre précédente chronique s'attachait à démontrer que le seul vrai socialiste d'apparence fut Mitterrand, lequel s'est méthodiquement employé à gauchir le PS. Celui-ci, coupé d'un peuple que Mélançon et Le Pen essayent d'attirer dans leurs girons, s'est peu à peu rempli, jusqu'à la noyade idéologique, « de vertus chrétiennes devenues folles », selon les mots célèbres de Chesterton. Aujourd'hui, il peine à trouver son champion.

Dos à dos

Après Delors, c'est au tour de DSK de lui faire faux bond. Si Jospin et Royal ont été pulvérisés par le suffrage universel, les deux premiers se sont dérobés devant lui et le second plutôt lamentablement. *Nolens volens*, le PS doit jouer le jeu des institutions de la V^e République et sacrifier au rituel sacrificiel du rendez-vous avec le peuple. Pour envisager de s'en affranchir, une fois parvenu au pouvoir, en révisant la Constitution dans un sens plus parlementariste. En attendant, il lui faut rebattre ses cartes et se doter rapidement d'un nouvel *outsider*. Pas question de réitérer l'erreur de 2007 où l'on avait vu Royal l'emporter dans des primaires qui tournèrent finalement en eau de boudin au détriment des autres apparatchiks du parti, censés être plus "présidentiables". Désormais, ces primaires, tant vantées comme l'acmé de la démocratie interne, doivent, non pas désigner, mais entériner le candidat qui aura été préalablement choisi par le bureau politique.

Par son aura acquise (à tort ou à raison) à la direction du FMI, autant que par sa stature internationale, DSK était secrètement attendu par tout le PS réuni. Une fois n'est pas coutume, les socialistes se seraient accommodés du principe de l'homme providentiel, naguère combattu. Les primaires n'auraient été rien d'autre qu'un vote par acclamation. Patatras !



Après Jacques Delors, c'est au tour de DSK de faire faux bond au PS.

La chute du satyre de Washington ressuscite les anciennes querelles, jusque-là étouffées sous le boisseau d'une campagne interne aussi discrète que consensuelle. Les vanes du tout à l'ego ont rapidement cédé sous les frasques ancillaires de DSK. Aubry *versus* Hollande (qu'elle abhorre), Royal *versus* le même et aussi contre tous les autres sur lesquels elle a une revanche à prendre pour leur montrer qu'elle est tout à la fois la nouvelle Jeanne et Charles VII. À droite, on se réjouit. Pas trop bruyamment, histoire de ne pas accréditer une improbable thèse d'un complot ourdi contre l'ex-directeur du FMI. Mais la victoire est loin d'être acquise. Entre Mitterrand (le neveu), les accointances politico-financières des Woerth-Bettancourt et Lagarde-Tapie, la dernière affaire de "Tronsexualisme" qui a valu au secrétaire d'État à la Fonction publique de démissionner, (sans oublier le Fouquet's, les cigares de Christian Blanc, les voyages éclairs d'Alain Joyandet, l'appartement

de fonction de Fadela Amara...), autant de scandales qui entachent une droite qui n'a rien à envier à la gauche dans son amoralisme.

Parfum de scandales

Reste que la France sort affaiblie de tout ça. L'inconséquence dont nos gouvernants ont fait preuve en proposant la nomination d'un Priape notoire à la tête d'une institution internationale à moitié financée par les États-Unis frise la désinvolture. Les Français ont découvert, effarés, une réelle connivence entre le tout pourri médiatique et l'oligarchie politicienne. Ce n'est même pas nous qui le disons, mais *Le Canard Enchaîné* (25 mai 2011) : « DSK, histoire de préparer sereinement sa campagne, avait rencontré dans le plus grand secret les états-majors de trois gazettes de gauche [Libé, Nouvel Obs et Marianne], lesquelles avaient passé un contrat moral avec lui : il en dirait beaucoup sur tout ce que les Français attendent depuis des

mois, mais, chut, interdiction d'écrire, tout était "off". » Après, on nous tympanisera avec la prétendue indépendance de la presse à l'égard des élites du fric et-ou de la pourritique. Sur cette constante de la vie intellectuelle française depuis le XIX^e siècle, on renverra utilement nos lecteurs à l'un des plus pertinents et toujours actuels textes de Charles Maurras, *L'Avenir de l'intelligence*. Il y démontrait, notamment, comment « la presse est devenue une dépendance de la finance », mais surtout combien il faut s'en défier, tant l'« on soupçonnera trop [qu'elle] n'est pas libre dans son action et qu'elle est "agie" par des ressorts inférieurs ».

Papiers d'alcôves

L'affaire DSK est une affaire Dreyfus à l'envers. Tandis qu'hier on usait de papiers aussi compromettants que falsifiés pour accuser un juif français d'intelligence avec l'ennemi, aujourd'hui, un autre juif français se compromet dans les petits papiers d'alcôves d'une presse vendue et complaisante. La V^e République s'abîme dans le double écueil que voulait pourtant lui éviter De Gaulle en 1958. Être aussi inefficace, *mutatis mutandis*, que la IV^e (par les multiples abandons de souverainetés abusivement consentis) et aussi scandaleuse que la III^e. Des diamants centrafricains de Giscard, aux emplois fictifs de Chirac, en passant par les faux *listing* de l'affaire Clearstream ou les écoutes sauvages de Mitterrand, tout exhale l'irrespirable odeur de chair putréfiée d'une gueuse moribonde qui n'en finit pas de crever.

2012 se profile et cette même Marianne desséchée se peaufine le visage de la future vertu quinquennale, comme de vieilles putes se tirent la peau pour paraître plus jeune. Une fois de plus, l'on va tromper les Français, qui, tels des consommateurs décérébrés (par l'Éradication nationale) et conditionnés (par la télévision) vont, une nouvelle fois, se laisser prendre au piège des grandes et belles promesses de lendemains qui chantent. Si ce n'est la panacée, rétablissons quand même un monarque, seul gardien de l'intérêt général se tenant au-dessus des combinaisons politiciennes. ■

Aristide Leucate
aleucate@yahoo.fr

» DIVIDENDES

La démagogie s'avère payante : la prime sur les dividendes serait « une bonne solution pour augmenter le pouvoir d'achat » selon 62 % des personnes interrogées par ViaVoice-BPCE (sondage pour *Les Échos* et *France Info*). Sans doute les Français ont-ils été abusés par la confusion entretenue entre bénéfices et dividendes. Or, tandis qu'une société comme Total se trouve épargnée par le dispositif, d'autres se préparent à le contourner, en pratiquant, par exemple, le rachat d'actions. De toute façon, pourquoi les salariés devraient-ils recevoir plus ou moins d'avantages selon que leur entreprise se finance sur les marchés d'actions ou par la souscription de prêts bancaires ?

» PATRONS

Les patrons sont prévenus : ils s'exposeront aux foudres de la justice s'ils se risquent à influencer à leur profit les comités de rémunération. Tel Antoine Zacharias, l'ex-PDG de Vinci, condamné pour « abus de pouvoir ».

» HOMOPHOBIE

L'Éducation nationale s'associe à nouveau à la campagne Ligne Azur. Dans les collèges et les lycées sera promu « un service d'écoute, de parole et de soutien ». Accessible par téléphone ou par Internet, il est ouvert « à tous les adolescents qui s'interrogent sur leur orientation sexuelle ».

» LE PAF ORPHELIN

Éric Zemmour ne sévira plus sur le plateau de Laurent Ruquier. Celui-ci prétend vouloir donner « un nouveau souffle » à son émission (*Le Parisien*, 27/05/2011). Commentant la réaction d'Éric Naulleau, dont il se sépare aussi, l'animateur a soutenu qu'il n'était pas « le parangon de la liberté d'expression ». « J'ai eu des gens avant lui comme Michel Polac qui étaient exactement dans le même rôle », a-t-il déclaré.

Olivier Perceval

HUMEUR

DSK d'école...

Quand la solidarité manifestée à l'égard d'un accusé célèbre est jugée insupportable.

ILS SONT TOUS sous le choc : Martine Aubry, Benoît Hamon... Mais pas seulement ceux du Parti socialiste, toute la classe politique... Mais pas seulement la classe politique, toute la classe médiatique, économique, oligarchique... En fait, nous ferons plus simple en disant la classe dirigeante du pays. Quoi ? Quelle horreur, quelle injustice, l'un des leurs subirait le sort réservé aux vulgaires, aux manants, aux délinquants ordinaires ? Certes, il se-

rait indécent de se réjouir du malheur d'un homme, fut-il, il y a peu, l'un des plus puissants de la planète. Mais, n'est-il pas aussi indécent de voir ces expressions tragiques sur les visages célèbres devant les images "insoutenables" de DSK menotté et conduit en prison pour des faits graves ? N'est-il pas indécent de voir un BHL crier au scandale et se livrer spectaculairement à une crise de nerfs médiatique à cause de ces seules images ?

Un microcosme hypocrite

Où étaient-ils, ces parangons de la dignité humaine, quand, par exemple, nos amis les frères Castelluccio, innocents des faits qui leur étaient reprochés (ce qui fut confirmé par la cour d'appel) ont été jetés deux mois

en prison après avoir été réveillés chez leur mère à 6 heures du matin et conduits menottes aux poignets ? Les socialistes étaient alors au pouvoir.

Le plus insupportable est de voir cette caste s'émouvoir qu'un de ses représentants puisse être mis en cause par la justice et inculpé, avec, il faut le souligner, une certaine naïveté devant le peuple. Tout le monde, semble-t-il, connaissait, dans ce microcosme hypocrite, les penchants du grand homme. Mais chez ces gens-là on se soutient, on est solidaire. On avait eu un avant-goût de cette belle connivence pendant l'affaire Polanski. Quelle candide arrogance ! Ces êtres "à part" sont rejoints par la réalité sordide du monde qui bruisse loin en-dessous d'eux. Au point que la victime, dont on ne sait rien et dont

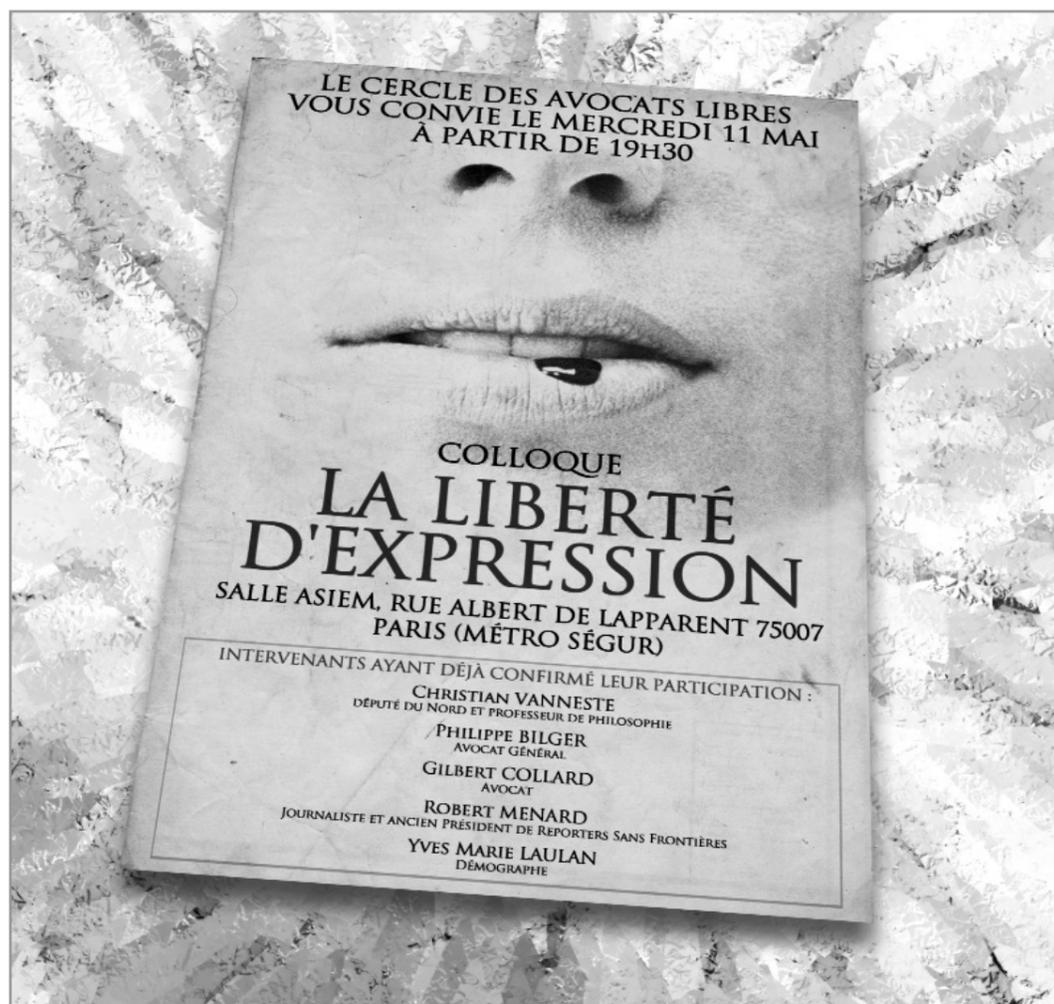
certaines voudraient même douter de l'existence, n'a droit qu'à peu de considérations. D'ailleurs, en vérité, il n'y a qu'une seule victime : Strauss-Khan lui-même !

Cette compassion répétée sur les ondes au quotidien donne la nausée. Cette petite élite nombriliste et méprisante du peuple offre une fois de plus un spectacle navrant d'autosuffisance larmoyante qui non seulement n'émeut plus personne mais aggrave le ressentiment populaire légitime. Ces gens-là ne fréquentent pas le peuple et n'entendent pas les commentaires dans les estaminets. Marine Le Pen, décidément, n'a plus qu'à laisser ces nains, qui se croient des géants, tomber les uns après les autres. Il ne lui restera plus qu'à se baisser pour ramasser le pouvoir. ■

COLLOQUE

Libérer l'expression

Le Cercle des Avocats libres s'inquiète des restrictions imposées à la liberté d'expression. Il vient d'organiser une réunion publique sur le sujet, en présence de Philippe Bilger, Robert Ménard...



En France, la liberté d'expression semble de plus en plus limitée par une omerta intellectuelle, sociale et médiatique que des dispositions législatives renforcent progressivement. Nous ne sommes pas encore arrivés au stade de limitation de la pensée que connaît la Corée du Nord... mais nous en prenons la voie. Le Cercle des Avocats libres a récemment organisé un colloque à Paris pour tirer la sonnette d'alarme. Philippe Bilger, avocat général, Christian Vanneste, député, Yves-Marie Laulan, démographe, Robert Ménard, journaliste, et Jacques Trémolet de Villers, avocat, ont montré comment, la "pensée unique", le "politiquement correct" et le terrorisme intellectuel, favorisés par la lâcheté des hommes politiques et l'idéologie majoritaire dans les médias, s'étendaient à un nombre de domaines croissant.

Tabous en série

Le racisme, l'immigration, l'homosexualité et le mariage homosexuel, la peine de mort, la colonisation, le révisionnisme, l'avortement, le préservatif et, bien évidemment, le Front national ne constituent qu'une partie des sujets sur lesquels s'exerce la police de la pensée. « Aujourd'hui, pour pouvoir s'exprimer sur un sujet "sensible", a fait observer Philippe Bilger, il faut d'abord verser son droit de péage aux auto-

routes de la pensée et par exemple affirmer haut et fort qu'on n'est pas du Front national pour pouvoir commenter une de ses déclarations ! » Le problème n'est plus de savoir si un propos reflète la vérité mais s'il est décent, au regard des nouvelles normes imposées au langage... À l'affrontement verbal on préfère la judiciarisation ; l'appréciation subjective d'une intonation suffit parfois à faire condamner, à jeter l'opprobre, à cataloguer quelqu'un comme "sulfureux".

Mai 68 oublié...

Ceux-là même qui, en 1968, affirmaient qu'il est "interdit d'interdire" proclament maintenant "qu'il n'y a pas de liberté pour les ennemis de la liberté" et, tout en prônant le multiculturalisme, cherchent à supprimer le droit à la différence. Le vocabulaire est "glissant", certains mots deviennent tabous, interdits, obscènes : "nègre", puis "noir", puis "de couleur" ont cédé la place à l'anglais "black" ; "inverti" ou "pédéraste" ont disparu du langage ; "patriote" n'a plus le sens de défenseur de la patrie mais a pris, dans beaucoup de médias, celui d'agresseur de la minorité ou de xénophobe. Le langage n'est plus le vecteur et l'introduction de la pensée mais devient un simple accolage de mots réflexes. Des associations, ne comptant parfois que quelques membres, ont imposé leur pres-

sion aux gouvernements successifs, lesquels ont chaque fois cédé en concluant des conventions, en leur accordant des soutiens financiers ou en légiférant (lois Pleven, Gaysot, Taubira...). « De nos jours, estime M^e Trémolet de Villers, Pascal, Voltaire, Ronsard ou La Fontaine devraient comparaître devant la 17^e Chambre ! » Pourtant, malgré cette pensée à sens unique que voudraient imposer les médias, les élus, les gouvernements, malgré la censure qui ne veut pas dire son nom, malgré le vide intellectuel de nos "élites", la société française ne supporte plus ces débats qui n'en sont pas et force ainsi la main aux patrons de presse, demain peut-être aux politiques.

Contre-exemples

Selon Philippe Bilger, « certains propos acceptés aujourd'hui n'auraient pas pu être tenus il y a quelques années ». La réédition du Camp des saints de Jean Raspail, le renouveau d'intérêt porté à Louis-Ferdinand Céline grâce à un choix maladroit du gouvernement sont aussi des signes positifs de la persistance d'une identité française. Il faut espérer que d'autres Vanneste, à l'Assemblée, d'autres Zemmour, Ménard, ou Rioufol dans la presse se feront connaître pour que cesse l'actuelle "chasse aux sorcières". ■

Arnaud Danloux-Dumesnils

BIBLIOTHÈQUE

Livres d'occasion



» CHARLES MAURRAS

- L'Action française et la religion catholique broché 20,00 €
- L'Action française et le Vatican relié jaspé marron 40,00 €
- L'Action française et le Vatican broché 20,00 €
- Anthinea broché 15,00 €
- L'Avenir de l'intelligence broché 15,00 €
- Devant l'Allemagne éternelle relié jaspé orangé 40,00 €
- Kiel et Tanger broché 20,00 €
- Kiel et Tanger relié marron rouge dos rouge 40,00 €
- Pour réveiller le grand juge broché incomplet 15,00 €
- Pour réveiller le grand juge relié beige 30,00 €
- Le Procureur et l'Habitant relié beige 25,00 €
- La Seule France relié rouge 30,00 €
- Votre Bel aujourd'hui broché neuf 25,00 €

» LÉON DAUDET

- Deux idoles sanguinaires relié jaspé orangé 25,00 €
- L'Hécatombe relié beige 25,00 €
- L'Hérédobroché 25,00 €
- Hors du joug allemand relié beige 25,00 €
- Moloch et Minerve ou l'après-guerre relié jaspé 25,00 €
- Le Nain de Lorraine... relié jaspé 25,00 €
- Paris vécu (deux volumes) broché 40,00 €
- Sous la Terreur relié beige 25,00 €
- La Tragique existence de Victor Hugo relié jaspé 25,00 €

» JACQUES BAINVILLE

- L'Allemagne relié marron 25,00 €
- Histoire de deux peuples relié marron 25,00 €
- Histoire de deux peuples relié marron clair 25,00 €

» ALBERT MARTY

- L'Action française racontée par elle-même broché 20,00 €

✓ Frais d'envoi : + 15 %

✓ Commandes à envoyer à L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris, accompagnées d'un chèque à l'ordre de la PRIEP.

Le Trésor de l'Action française

Sous la direction de Pierre Pujo

DEPUIS qu'elle a été fondée en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor. Ils contiennent une abondante matière de réflexions qui permettent de comprendre non seulement l'histoire du XX^e siècle mais aussi les événements que nous vivons aujourd'hui.

Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans L'Action Française 2000 en 2004 et 2005. Tel quel, ce re-

cueil d'articles permet de comprendre l'originalité de la pensée politique de l'Action française dont les années ont confirmé la solidité.

À travers les études publiées, le lecteur se familiarisera avec la pensée de Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujo, le marquis de Roux, Henri Vaugeois.

✓ Éditions de l'Âge d'homme, 138 p., 20 euros. Disponible à nos bureaux : 22,11 euros franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).

□ BIOÉTHIQUE

Un eugénisme d'État ?

Le débat sur la révision des lois de bioéthique s'est achevé à l'Assemblée nationale. Aperçu de quelques nuances par lesquelles les députés se sont distingués de leurs collègues sénateurs.



La France s'oriente vers la généralisation du diagnostic prénatal.

L'examen du projet de loi bioéthique a pris fin vendredi 27 mai à l'Assemblée nationale. Le vote solennel sur l'ensemble du projet aura lieu les premiers jours de juin, donc les résultats ne pourront pas être connus avant la publication de ce numéro de L'AF 2000. Néanmoins, nous pouvons exprimer des craintes bien réelles. Il ressort de tout ce débat que la vie est une chose trop importante et trop précieuse pour que ses commencements soient confiés à des parlementaires. Ceux-ci avaient d'autres soucis, comme celui des avertisseurs de radars électoralement beaucoup plus rentables, et n'ont pas consacré à la bioéthique l'attention qu'il aurait fallu. L'UMP, prise dans ce sauve-qui-peut, ne s'est pas montrée à la hauteur de la situation.

Dérrogations

On peut dire en gros que les députés se sont montrés un peu plus sages que les sénateurs, notamment sur le fameux article 23 qui autorise la recherche sur l'embryon, qui se retrouvait chargé des pires dérogations au sortir du Luxembourg et qui revient presque au *statu quo* après passage au Palais Bourbon - ce qui ne saurait nous rassurer car il s'agit de la recherche autorisée par la loi actuelle qui ne vise pas, comme le précise *Généthique*, « à soigner un embryon malade mais à prélever les cellules d'un embryon (et donc le détruire) pour les utiliser comme matériau d'expérimentation ». La chose est déjà horrible en soi, et seule M^{me} Christine Boutin semble se contenter de cette demi-mesure. La dignité de toute vie humaine dès la conception fait peur, car elle remettrait en cause

le "droit" au crime d'avortement. L'eugénisme a été, bien sûr, au centre des débats, avec le diagnostic prénatal. Le député Christian Vanneste a réglé son compte à « cette volonté toujours plus forte de nos contemporains de mettre au monde un enfant zéro défaut, un enfant parfait ». Et le député Marc Le Fur a renchéri : « Il faut que nous parvenions à mettre fin à cette situation dans laquelle les parents qui gardent un enfant trisomique sont considérés par les uns comme des héros, par les autres comme des déviants. Ces parents nous devons les assister, les soutenir, les reconnaître. Sachez que l'enfant que ces parents ont su accueillir peut leur donner beaucoup de bonheur et d'amour. »

Mais la plupart des députés n'ont pas su ou pas osé trancher et il restera sans doute l'obligation faite aux médecins de fournir à leur patiente « une information loyale, claire et appropriée » qui, pour la première fois en France, vient insérer dans la loi un élément de contrainte eugénique. Cela entraînera sans nul doute un accroissement du re-

cours à l'avortement par des femmes laissées désespérément seules et sans soutien face à l'annonce de l'attente d'un enfant potentiellement différent.

Droit à l'enfant

Il faut s'attendre aussi à ce que ressorte la question de droit à l'assistance en matière de conception pour les couples homosexuels. Cette aberration apparaît déjà dans certains discours de parlementaires (Noël Mamère entre autres). Mettre au monde des enfants au nom du seul "droit" à l'enfant, comme du droit à un jouet quelconque, serait un chamboulement complet dans notre civilisation. L'enfant a le droit de venir au monde accueilli par un papa et une maman faute de quoi il sera malheureux et mal élevé. À créer des enfants artificiels, la société va finir au nom du "progress" par ne même plus être viable. Voilà les enjeux du vote de nos parlementaires en ces premiers jours de juin 2011. En sont-ils tous conscients ? ■

Michel Fromentoux

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?
Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !



Au fil de la presse



Où l'on apprend qu'il existe un véritable complot objectif contre l'intelligence et l'avenir des peuples. Quand l'"affaire" DSK, telle qu'il convient de la nommer, n'est que la face visible de cette confluence d'actes et d'événements qui concourent au même résultat, sous couvert de démocratie : l'instauration sournoise d'une dictature qui commence par l'embastillement de la pensée.

□ L'"affaire" a nourri ces derniers temps une actualité aussi folle que diverse. Les *media*, totalement déboussolés devant la chute brutale et soudaine (mais pas forcément inattendue) de leur homme providentiel qui allait tourner la page de cinq ans de sarkozysme, ont donné de la voix à la thèse du complot anti-américain ou anti-sarkozyste.

Le chercheur Pierre-André Taguieff s'inscrit en faux contre cette opinion et explique qu'« il est abusif de parler de "théorie du complot" : le complot n'est nullement théorisé, c'est l'innocence de DSK qui est affirmée, par des gens qui expriment ainsi leur malaise ou leur angoisse. Les dénonciateurs du complot ou de la machination ne peuvent clairement répondre à la question "À qui profite le crime ?" Le seul bénéficiaire de l'hypothèse complotiste est DSK lui-même, puisqu'il apparaît comme une victime innocente. » (*Le Point*, du 20 mai 2011)

Outre-Atlantique, on ne croit pas, une seule seconde, à cette théorie fantasque de la conspiration anti-DSK. La journaliste américaine Anne Applebaum (auteur d'une histoire du goulag édifiante et fort documentée), prédit ainsi que « Sarkozy ne tirera pas parti de la fin si moche de Strauss-Kahn. La principale bénéficiaire sera la femme politique qui bénéficie de l'électorat à la croissance la plus rapide de France en ce moment : Marine Le Pen ». (*Slate.fr*, 17 mai 2011)

Une perspective qui, on s'en doute, ne réjouit guère le PS, et encore moins les amis de DSK, parmi lesquels des trotskistes lambertistes (Cambadélis, Le Guen, Moscovici). *Minute* (16 mai 2011) rappelle ainsi que « DSK était le candidat de la majorité des trotskistes lambertistes ayant rejoint le PS. Son arrestation met un terme à leur rêve de conquête du pouvoir en 2012. » Et l'hebdomadaire politiquement incorrect de poursuivre en s'interrogeant rêveusement sur cette « étrange alliance des anciens révolutionnaires et de l'homme du FMI ». Le trotskisme s'est dévoyé en transformant la révolution permanente en *statu quo* perpétuel, par un entrisme qui a fini par devenir stratégique et carriériste au lieu de rester purement tactique et opportuniste.

En tout état de cause, la démission forcée de DSK du FMI n'est peut être pas un mal en soi, à en croire le penseur libertarien, Guy Sorman (*Atlan-*

tico.fr, 17 mai 2011) : « DSK s'est attaché l'affection du personnel en restaurant le FMI comme vaste bureaucratie internationale. Crise ou pas crise, et politicien avant tout, DSK voyait grand. La crise fut une aubaine : DSK essaya de positionner le FMI en gouvernement économique mondial. » Pis, selon cet expert ès-atlantisme, DSK aura renoué avec une ancienne pratique de l'institution qui consistait à « encourager les gouvernements et les banques centrales à secourir les pays les plus mal gérés [...], à sauver les États voyous par des prêts de faveur ». On voit, effectivement ce qu'il en est, un an après être intervenu au chevet de la Grèce. Le pays est au bord de l'explosion sociale et menace même de se retirer de la zone euro. Et c'est à cet apprenti sorcier que l'on voulait confier les destinées de notre pays !

□ Si la présidentielle est dans tous les esprits, force est de constater qu'elle semble hanter plus particulièrement ceux des cours de justice en France, comme à Luxembourg. Dans une analyse serrée et très documentée du panorama juridique et judiciaire de notre droit des étrangers actuel, l'avocat, Karim Ouchikh (par ailleurs, membre du comité exécutif du Rassemblement pour l'indépendance de la France présidé par Paul-Marie Coûteaux), rend compte, dans *Les Manants du roi* (26 mai 2011), d'une décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 28 avril dernier, qui interdit, dorénavant, d'emprisonner un clandestin qui demeurerait sur le sol français en violation d'un ordre de quitter le territoire. Le juriste souverainiste pose donc la seule question « qui doit dominer le débat politique actuel : en subsistant si fortement une construction européenne qui s'édifie clandestinement suivant une logique supranationale, les Français peuvent-ils être contraints d'accepter à leurs corps défendant un modèle de civilisation qu'ils n'auraient pas authentiquement choisi en conscience ? » Évidemment non. En ce cas, faute d'être écoutés par les urnes, osons un coup de force et appelons le roi à prendre en charge les intérêts du pays et demandons-lui d'assurer, un temps, une nécessaire dictature de salut public (« *suprema populi, lex esto* », disaient les Romains).

Aristide Leucate

□ BELGIQUE

Duel mémoriel

L'inénarrable Bart De Wever va affronter dans les prétoires un illustre écrivain... Le souvenir de la Seconde Guerre mondiale divise la Belgique.



Bart De Wever fustige les excuses portant sur le passé...

En Belgique, les prétoires sont rarement la scène de grands procès politico-littéraires. Il en est un, manqué pour l'instant, qui épluait les colonnes des journaux. Il oppose Bart De Wever, le président de la NVA (le principal parti nationaliste flamand), à Pierre Mertens, peut-être le plus connu des écrivains belges.

Repentance

La querelle remonte à décembre 2007, quand le bourgmestre d'Anvers présenta ses excuses pour la responsabilité exercée par l'administration communale dans les déportations durant la guerre. Bart De Wever répondit aussitôt : « Les dirigeants durent prendre des décisions dans des circonstances difficiles. Je ne trouve pas très courageux de donner des coups de pied au derrière de ces personnes. » Il faut savoir que son grand-père fut membre du VNV (Vlaams Nationaal Verbond, Alliance nationale flamande) qui collabora avec l'ennemi en vue de promouvoir l'indépendance de la Flandre. De plus Bart De Wever prétendra au poste de bourgmestre d'Anvers lors des élections communales de 2012. Pierre Mertens, dont le père était résistant et la mère juive, fit paraître dans

Le Monde un article au vitriol accusant Bart De Wever de négationisme. Se jugeant offensé, celui-ci déposa plainte. Tous les deux souhaitent débattre devant les Assises. Le parquet traîne les pieds, embarrassé par le contexte politique. La semaine dernière, la chambre du Conseil de Bruxelles a repris le dossier... pour renvoyer au 13 décembre son examen. Dans une lettre ouverte publiée dans *Le Soir*, l'écrivain clame la nécessité du « *devoir de mémoire* ». Il s'insurge parce que Bart De Wever n'a jamais poursuivi ceux qui le traitaient d'antisémite ou de fasciste. « *Mais, souligne-t-il, moi qui ai dénoncé ce que je considère comme son négationisme, je suis le seul à qui il réclame des comptes judiciaires. Au fil du temps, j'ai appris à m'en réjouir.* » Pour l'heure, les salles de rédaction se transforment en prétoires avec, pour toile de fond, le dossier réexhumé de l'amnistie qui divise profondément les Belges, qu'ils soient francophones ou néerlandophones. L'on se prend à rêver : sur les écussons, symbole de l'État, la devise demeure officiellement : « *L'union fait la force.* » ■

Charles-Henri Brignac

ITALIE

Déroute électorale de Berlusconi

Le Cavaliere essuie un cuisant échec aux municipales. C'est un nouveau coup porté à son gouvernement, déjà gravement fragilisé.

DES ÉLECTIONS municipales à deux tours se sont déroulées en Italie à la mi-mai et les 29 et 30 mai. Les résultats à l'issue du second tour sont sans équivoque : la droite perd notamment Milan, métropole économique du pays, Trieste et Cagliari ; à Naples, où la tête de liste berlusconienne paraissait en ballottage favorable au premier tour, la gauche conserve finalement la mairie. Symboliquement, la droite perd la commune lombarde d'Arcore, où se trouve la célèbre résidence privée du président du Conseil.

La défaite du PDL berlusconien à Milan est particulièrement sévère pour le Cavaliere, qui s'était engagé dans la campagne au côté du maire sortant Letizia Moratti. C'est un ancien magistrat issu de Refondation communiste, Giuliano Pisapia, qui dirigera la mairie, alors que cette ville passait jusqu'à présent pour être le bastion du berlusconisme politique et éco-



nomique. Cette déroute risque de peser sur la cohésion de la droite (PDL et Ligue du Nord) au niveau national. La législature court normalement jusqu'au printemps 2013, mais Silvio Berlusconi aura bien du mal à éviter des élections législatives anticipées. Même si, déjà, il entend se donner les moyens de rebondir. ■ G.C.M.

SUISSE

L'avortement dans les urnes

S'engouffrant dans la brèche ouverte par la "démocratie directe", l'UDC multiplie les votations suscitant la polémique dans l'Europe entière.

CERTAINS PEUPLES, par le courage de certains de leurs représentants, osent braver la pensée totalitaire et offrent ainsi aux autres Européens la possibilité d'espérer. Le site *Nouvelles de France* nous livre, ce 21 mai, un entretien choc avec le député Oskar Freysinger qui explique pourquoi il a apposé sa signature au bas d'une pétition intitulée « *Financer l'avortement est une affaire privée* » : « *L'avortement est inclus dans les remboursements de la caisse maladie, donc des gens comme moi paient pour ce qu'ils considèrent comme un crime, je trouve ça totalement anormal. Nous estimons que si quelqu'un, dans son plan de vie, veut avorter, il doit faire payer cela par des caisses complémen-*

taires. [...] On avorte comme on va aux toilettes. [...] Le but final est de revenir à une pratique ou l'avortement n'est autorisé qu'en cas de danger pour la vie de la mère. » ■ A.L.



Remontrances européennes



TOUS LES MOIS, une pluie de remontrances en provenance de Bruxelles s'abat sur les États membres de l'UE. Parmi les communiqués diffusés le 19 mai par la Commission européenne, six concernaient la France.

Ainsi Paris est-il suspecté de ne pas avoir transposé une directive portant sur la gestion des déchets. Ou de mettre en œuvre des projets d'infrastructure sans procéder aux évaluations nécessaires portant sur la sécurité routière. Il négligerait par ailleurs la qualité de l'air, alors que le taux de particules en suspension dépasserait les valeurs limites dans seize zones du territoire national. Bruxelles pointe également les cagoules des sapeurs-pompiers, pour lesquelles Paris exige des conditions de sécurité étrangères aux dispositions commu-

nautaire - au risque d'entraîner une distorsion sur le marché intérieur ». En outre, il est reproché à la France de restreindre l'accès à son marché du lait de brebis, du lait de chèvre et de leurs produits dérivés, et d'invoquer à cet effet un prétexte fallacieux, la crainte de la tremblante (l'équivalent, chez les ovins et les caprins, de la "maladie de la vache folle") étant jugée déplacée.

Fiscalité et "libre circulation"

La fiscalité n'est pas en reste. Elle se heurte, à nouveau, au principe de "libre circulation", dont on sait que l'acception européenne est très large. En cause : le code général des impôts, affectant d'une retenue à la source les dividendes versés à l'étranger. « *Du fait de cette discrimination, les fonds de pension et d'investissement établis dans d'autres pays de l'UE [...] sont désavantagés par rapport à leurs contreparties établies en France, et les clients*

français risquent donc de bénéficier d'un choix de fonds de pension et d'investissement moins important », soutient la Commission. L'année dernière, la France aurait introduit de nouvelles dispositions en vertu desquelles les revenus d'actions distribués aux organismes sans but lucratif (y compris les fonds de pension), qu'ils soient ou non établis en France, seraient imposés au taux forfaitaire de 15 %. Toutefois, relève Bruxelles, « *il semble qu'en l'absence de modalités d'exécution administratives plus détaillées, ces changements n'aient pas été appliqués dans la pratique* ». Enfin, la profession de notaire pourra désormais être exercée par des ressortissants étrangers. Ainsi en a décidé la Cour de Justice de l'Union européenne le 24 mai, au motif que cette activité ne relève pas, selon son interprétation, de « *l'exercice de l'autorité publique* ». Le cas échéant, l'Union européenne consent tout de même à s'accommoder de quelque préférence nationale. ■ G.D.

» NOSTALGIE

Les Grecs regrettent-ils le régime des colonels ? Jean Quatremer s'en inquiète sur son blog, citant les conclusions d'une enquête Kapa publiées dimanche dernier par l'hebdomadaire *To Vima*. « *30 % des sondés souhaitent que [leur] pays soit dirigé par "un groupe d'experts et de technocrates"* », rapporte notre confrère. « *22,7 % par un "dirigeant puissant auquel parlement et élection ne puissent pas faire obstacle" pour réformer le pays et moins d'un quart des sondés estime qu'un gouvernement élu démocratiquement est capable de faire face à la crise.* »

» PROGRESSISME

Malte rentre dans le rang. À l'occasion d'une consultation populaire organisée dimanche dernier, 52,67 % des votants se sont prononcés en faveur de la légalisation du divorce. Une possibilité dont *Euractiv* signale qu'elle devrait être réservée, toutefois, « *aux couples mariés qui sont séparés depuis quatre ans quand il n'y a pas de probabilités raisonnables de réconciliation et quand le bien-être des enfants est assuré* ».

» UTOPIE

Le Nouveau Centre revendique sa fidélité aux utopies européistes. Son président, Hervé Morin, « *préconise qu'il y ait le même jour une élection sur une liste unique dans les vingt-sept pays* » de l'UE, afin que se dégage au Parlement européen « *une majorité politique* » (*Toute l'Europe*, 18/05/2011). Une proposition inconséquente : outre les traditions propres à chaque État (on ne vote pas le même jour partout en Europe), elle méconnaît l'éclatement politique de l'Union, où l'opinion publique se forme dans des espaces nationaux. Autrement dit, alors que leur constitution se heurterait, de toute façon, à des obstacles juridiques, des listes uniques ne changeraient que partiellement la donne.

» SURENCHÈRE

Commentant, par ailleurs, la politique du chef de l'État, Hervé Morin lui reproche de n'avoir « *aucun projet d'Europe fédérale* » et de se cantonner à de « *l'intergouvernemental* ». « *On discute entre États et après il y a le tampon européen* », résume l'ancien ministre de la Défense. Très répandue sur les bancs du Parlement européen, cette analyse appelle quelque nuance : initié, par exemple, en marge de l'UE, l'espace Schengen passa dans le giron communautaire quelques années plus tard.

□ CANADA

Une élection bouleversante à Ottawa

Jusqu'à présent, le gouvernement canadien dispose désormais d'un soutien d'une majorité. Mais au Québec le souverainisme peut sembler moribond. Un jugement à relativiser.

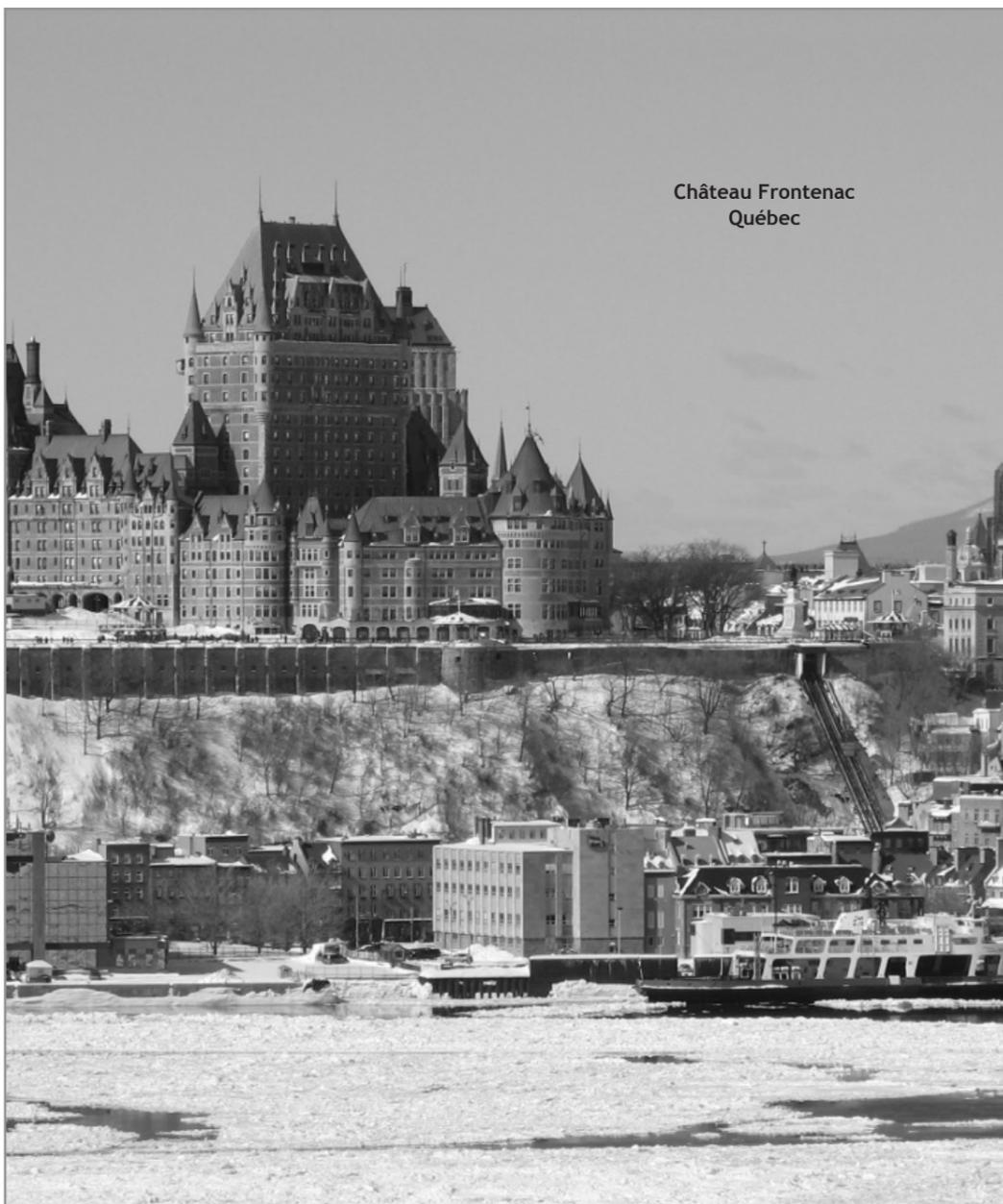
Après quelques années mouvementées, la situation vient de se clarifier au Canada au début du mois de mai : le Parti conservateur du Canada (PCC) a remporté les élections et peut maintenant former un gouvernement majoritaire. Ces élections avaient été déclenchées suite au vote d'une motion de défiance à l'encontre du gouvernement minoritaire conservateur dirigé par M. Stephen Harper. Lequel avait eu la vie longue, presque trois ans.

Tsunami au Québec

Ce qui est surprenant, c'est que Stephen Harper l'a emporté en n'obtenant que six sièges au Québec. C'est le vote ontarien qui a fait la différence, les conservateurs y ayant fait une percée notable face au Parti libéral du Canada (PLC). L'autre fait le plus saisissant a été le raz-de-marée en faveur du Nouveau Parti démocratique (NPD), de gauche, qui propulsé au rang d'opposition officielle, lui qui n'était que le quatrième parti en chambre lors de la législature précédente. Il faut dire que ce succès a été rendu possible par un "tsunami" au Québec, où le Bloc québécois (BQ) a frôlé l'élimination totale passant de quarante-neuf députés à quatre seulement. Plus de la moitié de la députation NPD, parti fédéraliste, est donc constituée de députés québécois.

Au niveau pan-canadien, le résultat de cette élection est double. Tout d'abord, le nouveau gouvernement est maintenant majoritaire et pourra plus ou moins imposer ses politiques de droite conservatrice avec ses bons et ses mauvais côtés : défense de la "morale" (mais peut-être rien sur la question de l'avortement, si ce n'est quelques mesures de freinage indirect), libéralisation de la détention d'armes à feu, soutien sans faille aux gouvernements américain et israélien, souplesse (laisser-aller, diraient certains) dans le domaine de l'environnement, restrictions au financement public des partis, ou même suppression de celui-ci. Par ailleurs le clivage à la Chambre des communes est plus strictement droite-gauche qu'auparavant, l'opposition officielle étant constituée par le NPD, parti de gauche un peu plus idéologique que ne l'était le PLC, en quelque sorte centriste. Malgré tout, compte tenu de la déconfiture du PLC, certains membres de ce parti envisagent une fusion avec le NPD pour "sauver les meubles". Ceci aurait peut-être ravi le NPD il n'y a pas si longtemps, mais actuellement ?

Au niveau québécois, la situation n'est pas particulièrement réjouissante : un parti fédéraliste



Château Frontenac Québec

Le vote des Québécois a laissé perplexes la plupart des analystes.

de culture jusqu'ici très "anglo", le NPD, a laminé le BQ qui, s'il n'œuvrait pas spécifiquement pour l'indépendance du Québec, défendait tout de même *mordicus* les intérêts de "la belle province". Bien sûr, le chef du NPD a déclaré pendant la campagne électorale qu'il soutiendrait les intérêts québécois, mais promesse électorale ne coûte pas chère...

Déchaînement

Plus inquiétant encore, certains au Canada anglais se déchaînent depuis l'élection contre le Québec, prétendant que les Québécois ont "abandonné" le souverainisme et qu'on peut maintenant les "mettre au pas", en réduisant notamment leur importance à la Chambre des communes par l'augmentation de la part de députés provenant de l'Ouest canadien et de l'Ontario. Ces mêmes éléments, généralement conservateurs, promeuvent également la suppression du financement pu-

blic des partis politiques, dont nous parlions plus haut, dans le but d'éliminer complètement le BQ et de diminuer le NPD. Il y a chez ces gens-là des tendances dictatoriales manifestes. Heureusement, leur analyse n'est pas forcément très rigoureuse, car si le BQ décide de continuer, il pourra probablement compter sur un soutien militant plus nombreux et motivé que celui des "machines" des autres partis fédéralistes au Québec (et singulièrement celle du PCC). Le NPD peut, quant à lui compter sur les forces syndicales, à tout le moins au Canada anglais. De plus, certains médias anglosaxons craignent déjà que cette élection, paradoxalement, ne réveille les ardeurs « séparatistes » puisque, si les choses ne bougent pas pour le Québec, il n'y aura plus l'excuse de dire : c'est parce que le BQ "bloque" la situation à Ottawa. Beaucoup d'encre a coulé pour tenter d'expliquer le vote des Québécois, la plupart des analystes

restant perplexes. Un sondage post-électoral a apporté quelques rais de lumière sur cette question. La motivation principale n'a pas du tout été celle d'une vague gauchisante, mais un ras-le-bol généralisé vis-à-vis des partis en place à Ottawa, ce qui incluait le BQ, malheureusement pour lui. Le NPD, quatrième parti dans la législature précédente, rappelons-le, est apparu comme une éven-

tuelle bouffée d'air frais. La possibilité d'empêcher le PCC d'être majoritaire a pu jouer également, même si ceci s'est révélé un mauvais pari. Certains Québécois ont pu aussi ne pas vouloir mettre tous leurs œufs dans le même panier, envisageant le succès du Parti québécois au niveau du gouvernement du Québec lors des prochaines élections.

Des Incidents cocasses

Cette élection a été émaillée d'incidents cocasses, presque tous reliés au NPD et à son chef. Celui-ci a fait l'objet d'une révélation (d'ailleurs à la limite de la légalité), comme quoi la police l'aurait averti qu'il avait fréquenté un salon de massage de réputation douteuse à Toronto en 1996. M. Layton avait soutenu à cette occasion qu'il ignorait que l'établissement était soupçonné d'être utilisé à des fins illégales. Soit, mais, comme disait Géroton dans *Les Fourberies de Scapin*, que diable allait-il faire dans cette galère ? Par ailleurs, comme cela se produit souvent quand un parti bénéficie d'un raz-de-marée dans une région où il n'est pas très implanté, certains candidats élus se sont révélés être ce que l'on appelle en jargon syndical local des poteaux, c'est-à-dire des sympathisants peu engagés dans la machine et qui ne s'attendent pas à être impliqués dans des actions concrètes, continues et détaillées. L'une de ces candidates était, notamment, en vacances à Las Vegas pendant la campagne électorale et quelques jours encore après le vote !

C'est donc au Canada, et au Québec en particulier, une situation politique toute nouvelle qui s'instaure. Le Parti conservateur aura désormais les coudées franches et ne sera modéré que par le Nouveau parti démocratique qui sera, quant à lui, tirailé entre son aile québécoise envahissante et sa culture antérieure anglo-saxonne et fédéraliste, peut-être encore assez présente dans les organes du mouvement. ■

Henri Rallon

À lire et à offrir

Livres reliés de Charles Maurras, Léon Daudet, Jacques Bainville

Éditions originales brochées

Demandez la liste à nos bureaux : 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris Tél. : 01 40 39 92 06



□ PRINTEMPS ARABE

Décrypter le jeu américain

Les promesses de Barack Obama, lancées à la Tunisie et à l'Égypte, ont été reprises par le G8 de Deauville. Salués pour leur "démocratisation", ces pays traversent pourtant une passe difficile...



Rendez-vous à la Maison Blanche

Le nouveau discours de Barack Obama sur les révoltes arabes et le conflit palestinien était destiné à flatter ce que le président croit être l'opinion arabe et contribuer à l'apaisement entre Palestiniens et Israéliens. Belles paroles en effet, reprises presque textuellement dans la résolution de la conférence de Deauville, assorties d'une promesse d'aide de quarante milliards de dollars « sur plusieurs années » aux deux pays « précurseurs de la démocratisation », la Tunisie et l'Égypte. Belle promesse aussi qui risque de rejoindre celle donnée aux Haïtiens après le tremblement de terre dont les malheureuses victimes attendent toujours la réalisation.

Ce que la presse internationale commence à peine à évoquer, et que les chancelleries sont supposées savoir mais taisent minutieusement, c'est que le désenchantement et la grogne commencent à gagner l'opinion publique, tant en Tunisie qu'en Égypte.

Élections reportées

Dans le premier pays, les élections prévues pour le 20 juillet ont été reportées au mois de septembre. Et peut-être à plus tard. Pour des raisons techniques, dit-on officiellement, notamment des listes électorales à compléter. En fait, les dirigeants actuels savent

ou pressentent que les élections pourraient amener à la victoire d'El Nakda, section tunisienne des Frères musulmans, et la proclamation d'une république islamique en Tunisie, donc la fin de tous les acquis politiques et sociaux des Tunisiens depuis des décennies. On sait que l'abstention sera massive et les islamistes avec 10 ou 15 % des voix sur la totalité des électeurs inscrits seront à même de dominer la future assemblée qui sera également constituante. Alors... Dans le pays, le chômage, le marasme économique, l'insécurité, les règlements de compte, le désespoir dominant. Il y a à peine un an, le FMI, alors dirigé par un "homme de gauche" (sic),

avait décerné à la Tunisie le brevet de la « meilleure » économie africaine. Mais la croissance est tombée de 6 à 1 %, les touristes ont disparu, les investisseurs plient bagage. C'est la démocratie. Et ce n'est pas une promesse d'aide qui arrangera les choses.

En Égypte, la situation est encore plus inquiétante, car le pays est le plus grand du monde arabe. À la crise économique, à l'insécurité dominante, à une politique agressive contre l'État hébreu qui risque de rallumer une crise dans le Sinaï, s'ajoute l'attitude du pouvoir envers la communauté chrétienne (10 à 12 % de la population). Les exactions, discriminations et autres actes d'intimidation ont repris. On massacre les chrétiens dans l'indifférence générale et le silence de la "communauté internationale". Dans ce pays aussi, si les élections ont lieu, l'abstention massive d'un peuple désenchanté peut amener les Frères musulmans à une position dominante et les islamistes pourraient acquérir les clés du pouvoir.

Menace islamiste

À observer les faits, les manœuvres, les connexions à peine occultes, le jeu dangereux de certaines ONG et les déclarations angéliques du président Obama, reprises hélas par le G8, on est amené à poser une question. Le véritable objectif de l'administration actuelle des États-Unis n'est-il pas de favoriser l'arrivée au pouvoir des islamistes qu'il croient "modérés" ? Il est inconcevable de prétendre que l'ignorance de certains décideurs à l'égard de la sociologie, de l'histoire et des traditions des pays de la région soit à un tel degré. On brandit l'expérience turque, la réussite économique de ce pays. On oublie que les pays arabes sont différents. Et on ferme les yeux sur les aspects négatifs et si peu démocratiques de cette expérience - le sort des Kurdes, la délaïcisation rampante, les exactions à l'égard des chrétiens... La réalité nous reviendra un jour en boomerang. « Stratégie aveugle » comme écrivait Maurice Druon il y a quelques années, ou attitude délibérée. Le débat est désormais ouvert. Il nous concerne. ■

Pascal Nari

» MÉDITERRANÉE

L'Union pour la Méditerranée dispose à nouveau d'un secrétaire général. Le 25 mai, Paris a salué « très chaleureusement » la nomination à ce poste du Marocain Youssef Amrani.

» TRIBUNAL

Commentant l'arrestation de Ratko Mladic, Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations Unies, a salué « un jour historique ». À cette occasion, Paris a exprimé « son soutien » au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), qui mènerait, selon le Quai d'Orsay, « une œuvre essentielle [...] au service de la justice internationale ». Alain Juppé souhaite « un transfert du prisonnier « aussi rapide que possible ». En attendant qu'il lui soit livré, le TPIY doit compter avec Vojislav Seselj, accusé d'« outrages » répétés à son égard. L'ancien chef du Parti radical serbe s'obstinerait à diffuser des renseignements confidentiels sur des témoins sous protection ayant témoigné lors de son procès.

» CONVOITISE

Outre la Grèce, l'Irlande et le Portugal, la Biélorussie est confrontée à de graves déboires budgétaires. Mais c'est avec la Russie qu'il négocie son sauvetage. Laquelle ne devrait pas manquer d'imposer ses conditions... et profiter des privatisations qui lui seront imposées. « L'actif qui intéresse Moscou en premier lieu est le réseau de gazoducs Beltransgaz, dont Gazprom a déjà acquis 50 % du capital l'année dernière », rapporte Emmanuel Grynszpan dans La Tribune. « Beltransgaz achèvera 20 % du gaz russe livré à l'Europe et représente à ce titre un intérêt stratégique pour le monopole d'État russe. Les autres actifs les plus convoités sont les raffineries de pétrole, alimentées essentiellement avec du brut russe destiné à l'Europe. »

NETANYAHU

Une douche froide pour Obama

SEPTIÈME FACE À FACE entre le président Obama et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu en visite officielle et très protocolaire aux États-Unis. Il s'est adressé au Congrès en séance plénière et a été installé au Blair House à proximité de la Maison-Blanche, l'hôtel Marigny de la capitale américaine, habituellement réservé aux seuls chefs d'État.

Quelques heures après le discours du président américain (voir ci-dessus), où ce dernier avait déclaré timidement son soutien à la création d'un État palestinien, avec Jérusalem-Est pour capitale et retour aux frontières de 1967 (avant la guerre des Six Jours), Ne-

tanyahu a courtoisement mais très fermement dit non à Barack Obama. Israël ne reviendra pas aux frontières de 1967, Jérusalem dans sa totalité est la capitale éternelle de l'État hébreu, donc les colonisations sauvages continueront. Néanmoins, a-t-il proclamé, Israël est prêt à « un compromis » avec le président Mahmoud Abbas, à condition que ce dernier renonce à son récent accord de réconciliation avec le Hamas qui gouverne Gaza et le dénonce. Mais pourquoi Benjamin Netanyahu ne l'a-t-il pas fait ces dernières années, lorsque Mahmoud Abbas avait rompu avec le Hamas après le coup de force de ce dernier dans la bande de Gaza, ce qui aurait sauvé la paix au Proche-Orient ? Curieusement, personne ne lui pose la question.

Netanyahu a été chaleureusement applaudi par l'ensemble du Congrès. Triomphalement, pourrait-on dire. Il sait que le président Obama ne peut rien contre sa politique. L'impuissance

américaine devant la politique israélienne n'est pas d'aujourd'hui. Cherche-t-il à empêcher sa réélection à la Maison Blanche ? Certains commentateurs américains l'ont écrit. En tout cas, de ce côté, sa politique extrémiste ne rencontrera pas d'obstacle réel. Avec l'appui du Congrès, l'objectif de Benjamin Netanyahu semble désormais d'empêcher la reconnaissance de l'État palestinien par l'assemblée générale des Nations Unies en septembre prochain. Il est probable que les États-Unis ne la voteront pas. Mais ils n'ont pas le droit de veto à l'assemblée générale. Si ce vote avait lieu et était positif, cela serait un sévère coup pour l'État hébreu, Israël serait violé, ou presque, sur la scène internationale surtout avec le "printemps arabe" et la montée islamiste en Égypte et ailleurs. Voilà donc l'enjeu principal et l'affaire à suivre au cours des prochaines semaines. La situation au Proche-Orient demeure toujours inquiétante. ■ P.N.



Benjamin Netanyahu en compagnie du président Obama

□ EXPOSITION

Odilon Redon, prince du rêve

De l'époque angoissée des Noirs, jusqu'à la profusion colorée des dernières œuvres, le Grand Palais convie ses visiteurs à un parcours chronologique pour (re)découvrir Odilon Redon (1840-1916), une figure de l'art moderne.

Il vous reste jusqu'au 20 juin pour explorer l'étrange univers d'Odilon Redon au Grand Palais. Depuis 1956 à l'Orangerie, aucune rétrospective ne lui avait été consacrée à Paris. Celle-ci est d'une exceptionnelle ampleur. Elle rassemble quelque cent quatre-vingts peintures, pastels, fusains et dessins parmi lesquels plusieurs inédits.

Inquiétude

C'est Thadée Natanson, dans la *Revue Blanche* en 1894, qui décerne au peintre le titre de « prince du rêve », ce qui contraste avec cet autoportrait demeuré jusqu'ici inédit, accroché aux cimaises du Grand Palais. Le visage, beau, empreint de dignité, laisse transparaître une inquiétude suivie par les interrogations de la vieillesse. Ce qui déconcerte, c'est la transversalité des apparences. Nous avons devant nous un bourgeois décoré de la Légion d'honneur, image même d'un notable de la III^e République promis aux certitudes tranquilles. De l'autre, un homme dont l'imaginaire a été nourri de l'œuvre d'Edgar Poe traduit par Baudelaire. Edgar Poe auquel il rend hommage dans une série de lithographies réunies en album. Elles figurent parmi les "noirs" d'Odilon Redon. Lorsqu'on nomme cette couleur, on songe à lui et, aujourd'hui, à Soulages, aussi éloignés soient-ils dans le temps et quoique différents. Mais ce n'est peut-être pas un hasard de voir l'exposition du Grand Palais accueillie du 7 juillet au 16 octobre à Montpellier au musée Fabre. On se souvient que pour sa réouverture, ce musée



L'Araignée souriante
Fusain, estompe,
traces de gommage,
grattage et fixatif
sur papier velin chamois
1881

prestigieux avait livré ses salles rénovées à Soulages. Les voici offertes à Odilon Redon.

Entouré d'artistes

Si l'artiste occupe une place à part, il est loin de s'isoler. Ses amis sont peintres et musiciens, écrivains aussi. Une grande amitié le lie à Mallarmé. Il rencontre Seurat et Signac. Il est introduit auprès du musicien Eugène Chausson. Il voyage. Se rend aux Pays-Bas et en Belgique. On en trouve trace dans les vitrines du Grand

Palais, où sont exposés les frontispices ornant *Les Chimères* de Jules Destrée, ce socialiste bar-résien célèbre pour sa lettre écrite en 1912 au roi Albert I^{er} - « Sire, il n'y a pas de Belges » - pour devenir durant la Grande Guerre un ministre patriote. Dans la même vitrine non loin des *Chimères*, ce sont *Les Flambeaux noirs* d'Émile Verhaeren qu'illustre Odilon Redon en 1891. Son œuvre est jalonnée d'albums, de planches, rendant hommage les uns à Goya, les autres à Flaubert comme *La Tentation de saint Antoine*.

La diversité des sujets auxquels s'intéresse l'artiste est grande. La fin du XIX^e siècle et le début du XX^e coïncident avec un engagement pour l'étude de la nature et des êtres qui l'animent. On verra ainsi Maurice Maeterlinck, gandois, francophone des Flandres, Prix Nobel de littérature, écrire *La Vie des fourmis*. Odilon Redon, lui, en artiste, non en savant, consacre une série de fusains à l'araignée. Il y a ainsi *L'Araignée qui pleure*, et *L'Araignée souriante*. Dans son œuvre, il y a les "noirs", ce "monde obscur de l'indéterminé", mais on trouve également sur son chevalet une huile et peinture dorée sur papier comme *La Cellule d'or*. Les exécutés de Redon voient dans cette tête en bleu cobalt sur fond d'or une transposition de la Vierge renvoyant à une tradition médiévale et byzantine. À l'âge de six ans, Odilon avait été voué à la Vierge pour la remédiation d'une "guérison miraculeuse".

Et soudain, la lumière

Il y a toute une série d'œuvres qui n'appartiennent pas aux "noirs", mais dont les tonalités sont plus sombres que lumineuses. Et soudain, d'un coup, on bascule dans la clarté, le soleil, la lumière qui éclabousse, irradie, apporte la joie. Ce sont les fleurs, "fleurs de rêve", dont Odilon Redon, dans de larges fresques lumineuses, décore la salle à manger du château de Domecy, propriété de son ami et mécène le baron Robert de Domecy. L'avouerais-je, ce n'est sans doute pas l'Odilon Redon le plus original et le plus étrange, mais c'est celui que je préfère. Peut-être l'apprécie-t-on d'autant plus qu'après avoir voyagé avec lui dans les ténèbres charbonneuses du fusain, il nous entraîne dans les éclats de soleil que sont les fleurs et la lumière. « J'ai épousé la couleur, depuis, il m'est difficile de m'en passer » écrit-il à Maurice Fabre. Nous aussi, nous ne nous en passons plus. ■

Charles-Henri Brignac

CINÉMA

Les films de juin



□ **Monsieur Papa** - Père malgré lui ! Ex-directeur financier au chômage, Robert Pique, Kad Merad, habite une tour du quartier chinois du 13^e arrondissement de Paris. Là, entre deux séances d'entraînement de rugby pour les jeunes du quartier, il s'est reconverti en "Mozart" du repassage des vêtements de ses voisins et cherche du boulot. Un beau jour, une femme d'entreprise de BTP, débordée, Michèle Laroque, lui propose un "travail" plus surprenant qu'un baobab sur la calotte glaciaire : jouer le rôle du père aventurier (qu'elle a inventé) que son fils Marius, Gaspard Meier-Chaurand, n'a jamais connu. But de ce mensonge : rendre le sourire à son jeune fils. Après hésitation, Robert délaisse sa centrale vapeur et accepte le

rôle. Commence un jeu de dupes où celui que l'on croyait prendre n'est pas si dupe que ça et au cours duquel les liens de faux-père-fils vont devenir des attaches pour la vie...

Pour sa première réalisation Kad Merad joue la carte du tendre et du cœur, et nous sert un joli "petit" film plein d'émotion, non sans humour, servi notamment par un gamin épatant. *En salle le 1^{er} juin.*

□ **London Boulevard** - *Body Guard* ! Tout juste sorti de prison, mais rattrapé par ses anciens complices voyous sur les bords, Michael, Collin Farrell, a du mal à rompre avec son passé. Lorsqu'il est embauché comme "agent de sécurité" pour protéger la vie privée de Charlotte, Keira Knightley, star de cinéma traquée par les paparazzi, il espère reprendre le droit chemin. Alors que les deux se rapprochent intimement et envisagent même ensemble de quitter le fog londonien pour une nouvelle vie à Los Angeles, le des-

tin est en embuscade. Un destin qui a pour nom Gant, Ray Winston, puissant parrain de la pègre qui voit en Michael un atout précieux pour ses mauvais coups, mais aussi le visage d'un "jeune" ado "filleul" et protégé de Gant, qui a massacré un vieux clochard et ami de Michael...



En portant à l'écran le roman de Ken Bruel, William Monahan signe un polar noir percutant. Un coup de cœur pour un film coup de

poing qui change de la production calibrée "blockbuster" du moment. *En salle le 8 juin.*

□ **Kung Fu Panda 2** (3D) - Un film d'animation plein d'humour et au graphisme splendide de Jennifer Yuh Nelson. Avec les voix en VO de Jack Black, Angelina Jolie, Dustin Hoffman, Lucy Liu, J.C. Van Damme, Gary Oldman, et en VF celles de Manu Payet, Pierre Arditi, Marie Gillain, Tomer Sisley. Po, le panda devenu le Guerrier Dragon, protège, avec ses amis les Cinq Cyclones, la vallée de la Paix. Une vallée menacée par un ambitieux et tyrannique pan, le seigneur Shen, qui, de la poudre de feu d'artifice, a fait de la poudre à canon pour conquérir la Chine et anéantir le kung fu. Un seigneur responsable de la mort des parents d'un Po qui se cherche et se penche sur son passé. Du grand spectacle animé pour petits et grands. *En salle le 15 juin.*

Alain Waelkens

THÉÂTRE

Anouilh et le roi Henri

A l'occasion du centenaire de la naissance de Jean Anouilh, l'Oratoire du Louvre a accueilli une pièce peu connue. Mise en scène par Paola Greco, le spectacle proposait une lecture de l'assassinat du roi Henri IV à travers le regard de Léonora Galigai, fille suivante de Marie de Médicis.

PRÉSIDIÉE par Colombe Anouilh d'Harcourt, la Société des Amis de Jean Anouilh a donné deux représentations extraordinaires de *Vive Henri IV ou la Galigai*, les 3 et 4 mai derniers.

Il ne s'est pas agi seulement de la pièce écrite par le dramaturge, mais d'une « mise en scène audiovisuelle ouvrant une porte sur l'histoire de la France au XVII^e siècle » telle que la vue Paola Greco. Cette œuvre prend ainsi une dimension tellurique : Galigai va provoquer l'assassinat du roi et emporter l'action dans une suite de fins sanglantes et son propre supplice s'achèvera dans l'horreur.

Vive Henri IV ou la Galigai prend certainement sa place dans le recueil des *Pièces noires pathétiques* avec le *Jeu de massacre* d'Ionesco. Entourée d'ombres et de lumières, de bruit et de fureur, la pièce nous fait entrevoir le tremblant visage de l'assassin Ravallac : il est conduit par un clerc qui trahit son état avec de bonnes intentions infernales. Le roi Henri, majestueux et amoureux affirme « sa volonté de bonheur ». Un de ses conseillers lui répond avec justesse : « Sire, vous êtes roi, et le bonheur ce n'est pas votre métier. »

Une seule restriction dans l'éloge général mérité par cette entreprise exceptionnelle : la Galigai n'a pas la laideur que suppose son rôle, ni l'expression odieuse de sorcière que l'on attendrait. Dans un entretien accordé au docteur Mahmoud Razzaghi pour *Les Dossiers de la Une*, Jean Anouilh déclarait : « Dans les pièces pathétiques noires, j'ai honte : je ne me mets pas dans la salle, je n'ose dire que c'est de moi. Et dans les pièces comiques on a envie de dire que c'est de soi, on a envie de s'asseoir au milieu du public, on est content... » □

Perceval

✓ Mahmoud Razzaghi est l'auteur d'une brillante thèse sur la dramaturgie de Jean Anouilh dans *Roméo et Jeannette*. Par ailleurs, la Bibliothèque de la Pléiade a publié deux volumes de pièces de Jean Anouilh.

□ LIVRES

Les derniers rois possibles ?

La période 1830-1848 suscite un regain d'intérêt. Cependant, les réactions qu'elle suscite continuent d'être contrastées.

Revue de quelques ouvrages.

L'attitude de Charles X en juillet 1830 provoque ahurissement et malaise : par quelle aberration ce prince, moins sot qu'il est de bon ton de le prétendre, se jeta-t-il dans l'affaire des ordonnances quand lui manquait l'appui d'une armée dont les troupes assuraient la conquête algérienne ? Comment déclencha-t-il une révolution que toutes les factions s'entendaient à éviter, tant le spectre de 93 hantait les esprits ? Comment se laissa-t-il persuader d'abdiquer alors que rien n'était perdu ?

Incompréhension

L'incompréhension perdure, et le sentiment que le roi en avait assez d'une couronne trop lourde, d'un royaume qu'il ne comprenait plus... Seul ou presque, il détermina l'accomplissement d'un désastre que personne n'appelait de ses vœux. Car, à l'évidence, la stupeur, l'inquiétude, le désarroi l'emportèrent de beaucoup, cet été-là, sur la satisfaction de voir tomber la branche aînée des Bourbons. La fabrication du mythe des Trois Glorieuses vint après, justification a posteriori d'un mouvement improvisé qui n'aurait jamais dû aboutir. Quant au déroulement exact de ces 27, 28 et 29 juillet, il est, aujourd'hui, totalement oublié, sinon des spécialistes. C'est le mérite du livre de Michel Bernard Cartron, *Juillet 1830, la deuxième révolution française*, d'en rappeler le déroulement exact, en partant du début de cette année qui s'annonçait paisible et ordinaire, puis l'enchaînement invraisemblable, la montée en puissance, typique d'une émeute populaire récupérée par des oppositions qui n'avaient rien vu venir.

Or, personne, parmi ces opposants, ne voulait revivre les excès révolutionnaires dont la république paraissait synonyme. Cela amena le consensus autour de Louis-Philippe, unique recours susceptible de canaliser les violences. Cela fait du duc d'Orléans non l'agent de la révolution mais son contraire, évidence que la gauche, pour l'avoir comprise, ne pardonna pas au roi des Français, tandis que les légitimistes, faute de l'avoir comprise, en faisaient un factieux usurpateur. Ce rejet des deux bords habite le récit circonstancié, appuyé sur les témoignages des contemporains, de Michel Bernard Cartron. La monarchie de juillet n'en vint jamais à bout. Et c'est dommage. Les dernières biographies de Louis-Philippe ont, certes, marqué un progrès dans la connaissance du prince et du roi, sans lui rendre justice. Guy Antonetti, auteur d'une somme monumentale qui fait autorité, ne l'aime pas.



L'Anglais Munro Price, s'il apprécie l'œuvre, veut tout réduire à une adaptation française du modèle britannique et tient Madame Adélaïde pour la tête pensante qui dictait ses décisions à son frère, ce qui se révèle exagéré. Manquait à cette galerie un portrait qui ne fut pas à charge, ni coupé des réalités françaises et de passions encore brûlantes.

Talent et justice

Arnaud Teyssier, auquel l'on doit déjà une très brillante étude, *Les Enfants de Louis-Philippe et la France* (Pygmalion), le brosse avec autant de sérieux que d'aisance, de talent que de justice. Le duc d'Orléans qu'il peint dans ces pages est, certes, le fils de Philippe Égalité, et le biographe souligne combien le malheureux prince en souffrit, lui qui aimait son père, ne comprenait pas la faiblesse qui l'avait conduit à voter la mort de Louis XVI, et se sentait responsable de son exécution, pour avoir suivi Dumouriez, mais il tient surtout d'autres ascendants, plus talentueux, plus vertueux, qui lui avaient transmis intelligence, amour du travail, goût de la fidélité conjugale et de la paternité. Les auteurs légitimistes ont voulu voir dans le prince qui regagna en 1816 le Palais Royal en compagnie de Marie-Amélie de Bourbon-Siciles, nièce de Marie-Antoinette, exhibant sa splendide progéniture face à la déshérence de la branche aînée, un fourbe hypocrite jouant la comédie, faisant la chattemite, conspirant par en dessous pour refaire sa fortune et s'emparer du pouvoir. À l'étude

des faits, à travers les écrits intimes de Louis-Philippe, d'abondance utilisés, ce vilain personnage ne tient pas. Le duc d'Orléans est ce qu'il est, en toute sincérité, c'est cela qui lui sera reproché, comme un refus de commettre les mêmes erreurs que ses cousins. Quand il « ramasse la couronne », ainsi qu'il le dit, ce n'est pas l'aboutissement d'une longue tactique, mais la décision, impromptue, de saisir l'occasion, moins par esprit de revanche que par conscience aiguë du bien de la France, et des désastres où elle se précipite s'il n'y pallie. Le sacrifice lui coûta davantage qu'on le prétend.

Arnaud Teyssier analyse, comprend, admire souvent, sans s'aveugler sur les limites des possibilités laissées au roi des Français. Pourtant, dix-huit années, louvoyant entre les extrêmes, Louis-Philippe maintiendra la paix civile, oeuvrera à la prospérité générale, et parviendra même à conserver à la France sa place sur l'échiquier international. Bilan digne de respect, mais obstiné refusé par la postérité : cette solidité de constructeur prudent, habile, aimant manquait de clinquant...

Curieusement, Gabriel de Broglie, qui dresse lui aussi, dans une étude serrée de la Monarchie de Juillet, un inventaire impressionnant des réussites du règne, conclut pourtant à la non viabilité du projet. Selon lui, l'expérience Orléans correspondait à ce qu'il eût fallu faire en 1789 et qui eût tout sauvé ; la tentative serait venue trop tard en 1814 ; en 1830, elle était dépassée, vouée

à l'échec final, ne serait-ce qu'en raison de l'âge de Louis-Philippe qui, à cinquante-sept ans, n'était plus en phase avec les jeunes générations. La mort tragique du Prince Royal interdit cet ultime recours. La tentative était « anachronique ». L'on n'est pas forcé, à la lecture de ce passionnant ouvrage, de partager ce point de vue pessimiste, et de conclure la cause perdue d'avance.

Tout était possible

En abordant tour à tour étude des événements, caractère du roi et des siens, mentalités du personnel politique, forces en présence, opinion, presse, jeunesse, écrivains, artistes, paysannerie et monde ouvrier, en mettant en évidence les efforts accomplis pour se rallier ces diverses composantes de la société française, M. de Broglie donne plutôt l'impression, sans doute fondée, que tout était possible et que rarement chances plus réelles s'offrirent à la France de s'épargner les périls de ses errances politiques successives... Tel quel, le livre, véritable précis de la période, est une réhabilitation argumentée, appuyée sur les témoins contemporains, de l'œuvre et de la personnalité d'un souverain qui ne mérite pas les caricatures qui le poursuivent.

Caricatures qui, au demeurant, n'ont pas épargné la branche aînée et continuent de prospérer. La biographie que Laure Hillerin consacre à la duchesse de Berry, l'oiseau rebelle des Bourbons, en est un bon exemple. C'est une mode appréciée de la presse fé-

minine de relire les destins royaux à l'aune des façons d'être actuelles. Après Marie-Antoinette annonciatrice de Lady Di de Sofia Coppola, voici Marie-Caroline de Bourbon-Siciles vivant ses rêves, ses fantaisies, ses caprices et sa sexualité quitte à choquer toute l'Europe bien-pensante, en précurseur des libertés de la femme... Il faut hélas admettre que la petite personne se prête mieux à cette interprétation que sa grand-tante. Marie-Caroline possédait un caractère fantasque et capricieux qu'il ne faut pas imputer aux manières de la cour napolitaine, malgré ses extravagances, mais à son tempérament. Ses façons d'enfant gâtée, tolérables tant qu'elles furent impuissantes à la prime jeunesse, devinrent moins supportables quand le veuvage et les responsabilités, trop précoces, l'obligèrent à assumer ses responsabilités de mère de l'héritier du trône. Le malheur de la duchesse de Berry, et, partant, celui de ses partisans, fut d'avoir voulu incarner la légitimité royale, ce qui était son droit, sans accepter les rudes contraintes du rôle.

Sans délicatesse

Laure Hillerin, qui n'a pas les délicatesses ordinaires des biographes de la princesse, ni leurs pudeurs, n'hésite pas à lui attribuer, avant la malencontreuse naissance de Blaye, deux autres grossesses indésirables, dont elle ne précise pas comment elles s'achevèrent... Veuve à vingt-et-un ans, Caroline était certes excusable de n'avoir pas renoncé à plaire mais il y a, dans les petits calculs entourant ses amourettes, un aspect peu flatteur qui corrobore le mot féroce prêté à Chateaubriand : « Comment voulez-vous que je vous dise de qui est l'enfant de Madame la duchesse de Berry ? Elle-même ne le sait pas ! » Qu'il n'était pas du prince Lucchesi Palli, c'est un secret de Polichinelle, que la biographe entretient habilement, avant de proposer le nom d'un père putatif. Ces histoires d'alcôve, qui se termineront le plus bourgeoisement du monde par le remariage italien et les enfants qui en naîtront, éclipsent, dans ce récit, la dimension dynastique, politique, de la question. Or, c'est ce qui importe, avec l'affreux discrédit jeté sur la Cause, et sur Henri V. Des fidèles, idéalistes, se firent tuer pour cela, qui dépasse, et de si loin, les velléités d'indépendance d'une petite femme pleine d'allant et de courage, mais qui ne sut pas s'élever à la hauteur du personnage qu'elle avait voulu endosser. Il y a, dans ce cocufiage des purs et des meilleurs, si lourdement souligné ici, un côté sordide difficile à pardonner... ■

Anne Bernet

✓ Michel Bernard Cartron : *Juillet 1830, la deuxième révolution française*, Artna, 385 p., 29 €.

✓ Arnaud Teyssier : *Louis-Philippe*, Perrin, 450 p., 23 €.

✓ Gabriel de Broglie : *La Monarchie de Juillet*, Fayard, 450 p., 26 €.

✓ Laure Hillerin : *La Duchesse de Berry*, Flammarion, 540 p., 25 €.

□ HENRI IV

Au risque de la France

En 1610, le Vert Galant semblait décidé à embraser l'Europe entière pour enlever une femme dont il était tombé amoureux. Mais à la différence de Dominique Strauss-Kahn, il fut assassiné...



Bal à la cour d'Henri IV, peinture sur bois par Louis de Caulery, vers 1610

Réagissant à chaud dans notre dernier numéro sur les galipettes de Dominique Strauss-Kahn dans un hôtel de luxe new yorkais, nous avons comparé le riche directeur du Fonds monétaire international au roi Henri IV, lui aussi grand séducteur devant l'éternel, et nous avons montré que le cœur tumultueux de quelques-uns de nos rois n'avait jamais chamboulé le fonctionnement des institutions parce que la personne royale s'inscrivait dans toute une tradition, dans une lignée, dans une continuité qui limitaient considérablement les conséquences de leurs faiblesses individuelles.

Les innombrables maîtresses du roi Henri

Est-ce à dire qu'ils pouvaient se permettre absolument n'importe quoi ? À défaut des hommes, Dieu savait les protéger, même contre eux-mêmes. Nous retrouvons aujourd'hui Henri IV, dont tout le monde connaît le nom des innombrables maîtresses : Gabrielle d'Estrées, Henriette d'Enragues, Jacqueline de Bueil, Charlotte des Essarts, M^{me} de Sauve, M^{lle} de Fosseuse, la comtesse de Graumont (la belle Corisande), Marie de la Bourdaisière, pour nous en tenir aux plus célèbres.

La plus grande audace du roi consista à tenter de séduire la toute jeune et toute fraîche Charlotte de Montmorency, âgée d'à peine quatorze ans, quand le vieux barbon qu'il était devenu à soixante-six ans tomba amoureux d'elle en la voyant répéter un ballet à la Cour. Entrée au service de la reine de France Marie de Médicis en 1609, elle était alors fiancée avec le marquis de Bassompierre. Le roi lui fit aussitôt rompre ses fiançailles pour la ma-

rier à un prince du sang, son neveu Henri de Bourbon Condé, réputé porté plutôt vers les hommes, donc certainement peu regardant sur la conduite de son épouse. Le roi, pour une fois, s'était trompé : Henri de Bourbon Condé fut jaloux et réellement amoureux de sa femme. Il quitta la Cour avec elle pour fuir en province. Le roi les suivit et tenta d'approcher sa belle par les subterfuges les plus fous et sous divers déguisements, jusqu'au moment où Henri de Bourbon Condé emmena son épouse à Bruxelles pour la placer sous la protection de l'Espagne, alors en guerre contre la France. « *Il la voulait ravoir et la raurait, personne ne le pourrait empêcher* » disait-on.

C'est à ce moment qu'intervint la guerre de succession des duchés de Clèves et de Juliers. Henri IV voulut porter secours à l'électeur de Brandebourg et au comte palatin de Neubourg qui, pour posséder ces duchés, se dressaient contre l'empereur catholique Rodolphe II. Le plan du Vert Galant était en fait de se donner l'occasion d'effectuer un crochet par les Pays-Bas espagnols où il espérait "libérer" sa Charlotte, en l'enlevant...

Une guerre insensée

Cette guerre dont le prétexte n'était pas des plus beaux risquait de braquer contre le Vert Galant le pape et tous les États catholiques, mais aussi une grande part de l'opinion publique française, donc de remettre en cause la paix civile obtenue difficilement par l'Édit de Nantes. Le risque était même d'embraser l'Europe entière et de ruiner ce qu'un sens inné de l'équilibre européen avait dicté au roi : le maintien de l'alliance avec la Turquie tissée jadis par Fran-

çois I^{er}, tout en gardant l'amitié du pape afin de contenir l'empire germanique qui ne rêvait que de dominer l'Europe. En outre, Henri IV avait fait part à Sully de son grand dessein d'une Europe d'où serait écartée toute hégémonie, celle des Habsbourg, bien sûr, mais aussi celle des autres, une Europe où la France, héritière d'une grande histoire, serait assez forte et solide pour redevenir, sans esprit de conquête, un exemple pour tous les autres pays, du sens de la mesure et du sens de l'humain...

La main de Dieu

« *Nous sommes à la veille d'une rupture qui pourra mettre le feu aux quatre coins de la Chrétienté* », disait alors un observateur. Voilà le gâchis que risquait de provoquer Henri IV pour son malheur et celui du royaume à cause des trop beaux yeux de Charlotte, que la situation semblait amuser follement. Le couteau de Ravailac, le 14 mai 1610, en décida autrement. Et l'on peut voir une intervention de Dieu dans cet arrêt brutal d'une action qui allait porter un coup peut-être mortel au royaume de France, et en tout cas, à l'image du roi Henri dans la postérité.... Dieu n'avait-il pas promis à saint Remi la veille du baptême de Clovis que le royaume durerait « *jusqu'à la fin des temps* » ? « *Il sera victorieux et prospère tant qu'il sera fidèle à la foi romaine. Mais il sera durement châtié toutes les fois qu'il sera infidèle à sa vocation.* » Dominique Strauss-Kahn, qui n'est qu'un politicien laïc de bas étage, ne bénéficie évidemment pas de protections divines contre ses propres débordements. ■

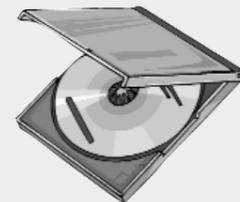
Michel Fromentoux

CD

Pour la fin de l'URSS

Célébrant les vingt ans de la chute de l'empire soviétique, le Chœur Montjoie Saint Denis entonne des chants de prière et de combats, emportés par une espérance à renverser les montagnes.

DU 13 MAI 1981, anniversaire de la première apparition de la Vierge à Fatima, jour où le pape Jean-Paul II échappa miraculeusement à une tentative d'assassinat commandité par le monde communiste, au 25 décembre 1991, qui vit la dissolution de l'URSS et la disparition de tous les drapeaux rouges des bâtiments officiels, le monde - principalement l'Europe - vécut dix années de prières et d'espérance pour certains, d'insouciance pour d'autres (les lâches !). Alors que la répression se durcissait pour maintenir en vie un système de barbarie totalitaire contre Dieu et contre l'homme, des combattants se sont dressés pour la défense de leurs libertés, du Français Alain Escoffier s'immolant le 10 février 1977 devant le siège parisien de l'Aeroflot pour « *réveiller l'Occident* », au père Jerzy Popieluszko, aumônier et porte-parole des ouvriers des aciéries de Huta Warszawa atrocement torturé, le corps jeté à la Vistule, le 19 octobre 1984, en passant par ceux qui résistèrent héroïquement dans les derniers et non moins terribles moments décisifs des cœurs français solidaires des martyrs, tant de prières à Notre-Dame de Czestochowa, de Kazan, de Compostelle, de Chartres, de Fatima et de Moscou ! Ce sont ces chants qui firent craquer la glace. Nul mieux que le Chœur Montjoie Saint Denis



ne pouvait s'en faire l'écho dans un disque magnifique où vibrent tant de courage et tant de foi, toujours soutenus par les promesses de la Vierge Marie (*À la fin mon Cœur Immaculé triomphera...*) et de Saint Michel Archange, le vainqueur du démon. Les combattants d'Indochine ne sont pas oubliés, eux qui, cinquante ans plus tôt, firent face au même ennemi. Ces chants de prière et de combats, composés et adaptés par Jacques Arnould, ne sont jamais tristes, emportés par une espérance à renverser les montagnes avec toujours en écho les *Partisans blancs* tant aimés de Serge de Beketch. Nous avons particulièrement apprécié *Europe libère-toi*, un appel à l'Occident à ne pas se laisser gagner par la pourriture du matérialisme. Toujours d'une brillante actualité... □ M.F.

* Chœur Montjoie Saint Denis : Chants de liberté pour le 20^e anniversaire de la fin de l'URSS, accompagnés d'un très beau livret avec les paroles des chants et des notices très précieuses. Se procurer ce CD à SDCMSD, 226 avenue Daumesnil, 75012 Paris (20 euros + 3 euros de port).

REIMS

Les 800 ans de la cathédrale



SPECTACLES, concerts, conférences et autres manifestations sont prévus, jusqu'au dimanche 23 octobre, date de la messe anniversaire de la dédicace de la cathédrale de Reims. La soirée inaugurale des festivités a eu lieu le 6 mai dernier. Après un mot de bienvenue de l'archevêque M^{gr} Thierry Jordan, le *Te Deum* de Marc-Antoine Charpentier a été exécuté par la maîtrise de la cathédrale. M^{gr} le comte de Paris, duc de France, et son épouse étaient au nombre des 2 600 invités. Il n'a pas manqué de dire son émotion de se retrouver dans ce lieu où vingt-cinq rois de France ont été sacrés et dans ce palais de Tau où ils se sont recueillis dans le jeûne et la prière la nuit précédant la cérémonie. Un spectacle de polychromie a été projeté sur la façade de la cathédrale, tra-

vail élégant qui met en lumière la cathédrale et anime la statuare (2 303 person-nages, dont cinquante-six rois de France) rétablissant les couleurs d'origine dans leurs moindres détails. La construction de la cathédrale, commencée par le chevet, s'étendit durant tout le XIII^e siècle, mais les travaux s'arrêtèrent en 1516 sans qu'on n'ait pu élever les flèches prévues. Lors de la Première Guerre mondiale, la cathédrale bombardée par les Allemands, fut presque totalement détruite. L'édifice fut alors restauré sous la direction d'Henri Deneux, natif de Reims et architecte en chef des Monuments historiques. Il releva la cathédrale de ses ruines et la dota d'une charpente en béton armé, soutenant la toiture en plomb rétablie. □ M.F.

PHILOSOPHIE

D'un humanisme à l'autre

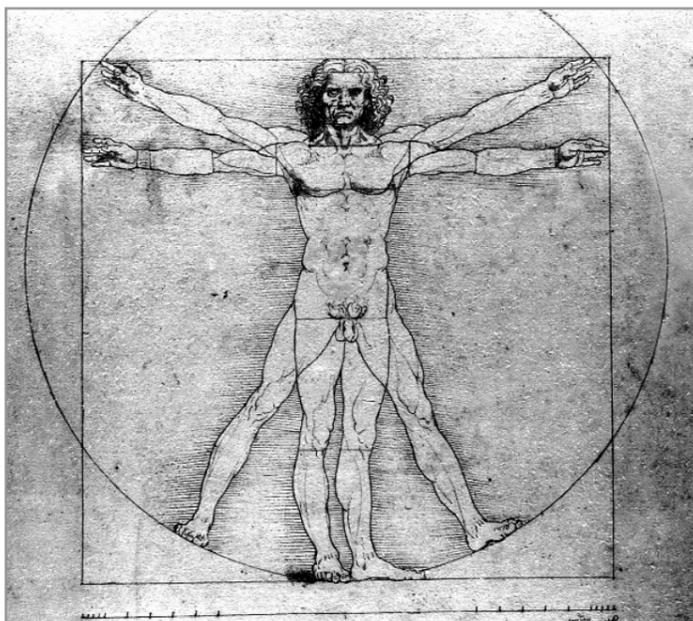
Au nom de l'humanisme furent promus l'étude des auteurs classiques, mais aussi l'existentialisme, le pédagogisme, les utopies et leurs germes totalitaires. Décryptage d'un courant protéiforme.

La redécouverte de l'Antiquité, à la Renaissance, est un mouvement que le XIX^e siècle a nommé l'humanisme. Celui-ci relève aujourd'hui d'une catégorie historiographique autant que d'une manière d'appréhender la réalité. Préconisant une fréquentation assidue des auteurs classiques, il a perduré, de Voltaire, Diderot ou Kant jusqu'à Marc Fumaroli, Pierre Bourdieu ou Albert Jacquard, en passant par Auguste Comte, Karl Marx ou Pierre-Joseph Proudhon.

Un caméléon maléable

L'idée de dignité humaine est primordiale dans l'humanisme de la Renaissance. À la fin du XV^e siècle, elle fut énoncée, notamment, par Jean Pic de la Mirandole. Plaçant l'homme au centre de la Création, il en faisait un être à la nature indéterminée, capable de prendre n'importe quelle forme au cours de son existence : « *Qui n'admirerait ce caméléon que nous sommes ?* » Les traités fleurirent pour déterminer la forme que tout homme devrait prendre. « *On ne naît pas homme, on le devient* », clamait Érasme. En 1960, Philippe Ariès a souligné que l'enfant était une figure centrale de la Renaissance. Il était appelé à se former aussi bien dans son âme que dans son corps, comme le décrit Rabelais dans *Gargantua*. On décèle les germes des théories pédagogistes du XX^e siècle : opposition à l'apprentissage par cœur, à la copie, adaptation du maître à l'enfant et non de l'enfant au maître. L'idéal restait néanmoins celui d'une humanisation de l'enfant passant par l'acquisition du langage, la fréquentation des autres, l'amitié et surtout la lecture des auteurs classiques et la méditation de leurs leçons.

Mais la conception d'un homme sans forme s'avère dangereuse. Diverses utopies se proposèrent, à la Renaissance, d'éduquer un « *homme nouveau* ». Les dystopies, la Révolution française et les totalitarismes du XX^e siècle nous ont montré les apories de cette idéologie, exagérant la pédagogie humaniste en faisant table rase des traditions. Postulant la radicale liberté de l'homme et sa capacité à se créer et à se faire (« *l'existence précède l'essence* »), l'existentialisme sartrien s'est référé lui aussi à l'humanisme. Celui-ci subit un infléchissement majeur au XIX^e siècle, devenant exclusif et excessif : ce qui est humain n'a besoin que de lui-même. L'humanisme de la Renaissance prenait sa source dans le christianisme et Dieu restait un principe d'explication et d'organisation essentiel. Mais des penseurs comme Ludwig Feuerbach concurrençaient l'humanisme comme une négation de la théologie : « *L'homme est un dieu pour l'homme.* »



L'Homme de Vitruve

Proudhon définit l'humanisme comme un athéisme et Prométhée devint pour Marx le premier saint du calendrier philosophique. Pour Ernest Renan et Auguste Comte, l'humanisme apparut comme la philosophie de l'avenir, celle d'un monde sans dieu témoignant de la toute-puissance des hommes. La révolution industrielle réalisait le rêve cartésien d'un homme « *maître et possesseur de la nature* ». L'*hubris* s'accroît avec Julian Huxley dans les années 1850. Le frère d'Aldous Huxley pensait que l'homme pouvait se transcender par ses propres moyens : ce fut la naissance du transhumanisme, donnant un pouvoir illimité à la science, garante du progrès dans une vision téléologique de l'histoire.

Crise de confiance

Il fallut attendre la Seconde Guerre mondiale pour qu'une réelle opposition à ce courant s'accroît. Une crise de confiance surgit vis-à-vis de la raison, du progrès et de l'homme. Martin Heidegger, par exemple, décentra l'homme par rapport à la position dominante qu'il occupait auparavant. Il s'agissait pour lui d'écouter le monde, et non plus de lui faire violence. Le biologiste Jacques Monod participa également à la critique de l'humanisme : si l'homme est né d'une série de hasards, comment lui donner une dignité ? Dans un article publié en 2004, Francis Fukuyama dénonça quant à lui l'humanisme exclusif comme un spécisme et l'idée la plus dangereuse qui soit. Quel humanisme défendrait aujourd'hui ? Faut-il d'ailleurs encore se revendiquer de l'humanisme ? La question qui devrait être posée est celle du rapport au temps. L'humanisme, rappelons-le, est avant tout un mouvement de retour à l'Antiquité et aux

textes classiques. Il conviendrait de redécouvrir ce premier humanisme et de s'opposer à celui du XIX^e siècle. Rémi Brague, dans une conférence de 2008, propose de substituer à l'homme cartésien un homme plénipotentiaire, responsable devant une instance à laquelle il doit rendre compte. Il réaffirme la piété virgilienne d'Énée envers son père, une admiration devant ce qui précède mêlée de gratitude : l'homme, se sachant dépendant, peut entermer ses ancêtres sans oublier qu'ils survivent en lui.

Dans un livre publié en 1992, *Europe, la voie romaine*, il rappelle la spécificité de l'Europe de la Renaissance, capable de trouver ses systèmes de pensée dans ce qui lui était étranger, dans un rapport d'inclusion ; cela explique le retour aux sources, l'attention donnée aux textes non traduits, les éditions bilingues, la comparaison des documents - ce dont Bernard de Chartres avait rendu compte au XII^e siècle en affirmant que « *nous sommes comme des nains juchés sur des épaules de géants* ». Rémi Brague oppose ce modèle d'induction au modèle de digestion des civilisations arabes,

traduisant immédiatement les textes et ne gardant des œuvres que le contenu. La culture européenne est donc « *ex-centrique* », telle la culture romaine qui s'appropriait la culture grecque ; c'est ce qu'il appelle la « *romanité* », véritable aqueduc, essence de la pensée et de la civilisation occidentales. Charles Maurras ne disait pas autre chose en 1906 dans *Le Dilemme* de Marc Sangnier : « *Je suis Romain dès que j'abonde en mon être historique, intellectuel et moral. Je suis Romain parce que si je ne l'étais pas je n'aurais à peu près plus rien de français.* » Grand humaniste, défenseur des Humanités classiques, il préconisait déjà ce retour à l'humanisme originel contre le transhumanisme moderne. Fervent critique de la modernité sans pour autant être passéiste, il propose une alternative véritablement moderne aux questions de son temps : le nationalisme intégral.

La tradition critique

"Moderne", il faut le comprendre ici au sens d'"actuel", car si l'humanisme maurrassien s'appuie sur les œuvres du passé, c'est bien pour interpréter et penser le présent, dans un mouvement consultatif de va-et-vient avec nos ancêtres. C'est en ce sens qu'il souligne que « *la vraie tradition est critique* » (*Mes Idées politiques*), ajoutant très justement que « *la tradition n'est pas l'inertie* ». Ce que nous apprend Maurras, c'est qu'il y a donc une véritable capacité de résistance de l'œuvre classique, qui est non seulement actuelle mais surtout intemporelle. C'est cette recomposition du dialogue avec le passé qu'il nous faut entreprendre, afin de « *renouer avec la chaîne des temps* » qui n'a toujours pas été ressoudée depuis la Révolution française. Cet humanisme est le seul qui soit viable. Thierry Ménéssier, dans sa conférence donnée à l'université de tous les savoirs en 2008 sur Hannah Arendt et Léo Strauss, évoquait « *les humanités réactionnaires* ». À bien des égards, Charles Maurras intègre cette famille à travers sa pensée politique, mais également à travers ses œuvres poétiques, et c'est celle-ci qu'il nous faudrait rejoindre à notre tour, prônant ce que le Martégat appelait lui-même « *une antiquité très vivante* » (article paru dans *Candida* le 3 novembre 1943). ■

Dimitri Julien



Courrier des lecteurs

DANS LE NUMÉRO du 21 avril, Marc Savina, écrit dans son billet : « *Malgré les déficiences des chefs de l'État, la V^e République, la plus monarchique de toutes, garantit le bon fonctionnement des affaires courantes.* » Non, la V^e République n'est pas monarchique à aucun degré, elle est monocratique, électoraliste (oh combien !) et donc centralisatrice. Et comme toutes les républiques en France, elle n'est pas nationale.

Dans le même numéro, Grégoire Dubost conclut son article « *Sur le front de l'euro* » : « *Une fois de plus, la démocratie menace d'enrayer la machine européenne.* » Dubost devrait s'en réjouir, pour une fois que la démocratie nous servirait à quelque chose !

Dans l'article de Michel Fromentoux, il n'était pas du tout opportun de rappeler les problèmes métaphysiques de Maurras à propos du scandale d'un crucifix plongé dans l'urine !

Au sujet du numéro du 5 mai, *interview* de Jean-Paul Gourévitch : intéressant, mais il faudrait répondre. Gourévitch ne parle pas du chômage engendré par les immigrés qui travaillent, ni du chaos des banlieues qui coûte cher en police et en dégâts, ni des foyers islamiques, ni de l'abaissement culturel de nos écoles.

« *Une vie de Françoise Giroud* » : celle-ci, bonne journaliste, a toujours fait partie de l'anti-France ; d'ailleurs elle était kurde. Je ne vois pas en quoi elle a mérité une page entière. □ A.C.

L'ACTION FRANÇAISE 2000

BULLETIN D'ABONNEMENT

- ✓ Civilité
- ✓ Prénom
- ✓ Nom
- ✓ Adresse
-
- ✓ Code postal
- ✓ Commune
- ✓ Téléphone
- ✓ Courriel

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

- Premier abonnement (un an)
- France80 €
- Étranger140 €
- Abonnement ordinaire
- Un an125 €
- Six mois70 €
- Abonnement de soutien
- Un an150 €
- Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
- Un an70 €
- Outre-mer (un an)
- DOM135 €
- TOM165 €
- Étranger (un an)
- Europe165 €
- Autres pays178 €

□ CINÉMA

Regard sur la science-fiction

En marge des débats parlementaires sur la bioéthique, deux films viennent nourrir la réflexion. Tandis qu'une société clone des êtres humains pour prélever des organes, une autre traque les mauvais payeurs auxquels elle a vendu un cœur ou des poumons artificiels.

Époque oblige, la science-fiction de ces dernières années s'intéresse de plus en plus aux thématiques liées à l'utilisation des organes humains, notamment celle de leur commercialisation, avec la question fondamentale sous-tendue : celle du respect de la vie humaine. Nous avons déjà évoqué le film *The Island*. Deux autres films, peut-être plus austères, en tout cas plus dramatiques, apportent un éclairage particulier sur ce terrain : *Never Let Me Go* et *Repo Men*.

Never Let Me Go

Never Let Me Go est un film américain réalisé par Mark Romanek et sorti le 3 septembre 2010. Il est lui-même une adaptation du roman *Auprès de moi toujours* publié en 2005. Le film raconte la vie de trois jeunes gens, que l'on découvre enfants et que l'on accompagne au crépuscule de la deuxième décennie de leur vie. La narratrice est Kathy (Carey Mulligan), amoureuse de Tommy (Andrew Garfield) mais qui lui a été ravi par sa meilleure amie, Ruth (Keira Knightley). Ce mélodrame amoureux, fondé sur une relation sentimentale triangulaire entre les protagonistes, serait, somme toute, une banale histoire sans grand intérêt s'il n'y avait pas le contexte dans lequel l'intrigue se déroule : les trois enfants connaissent une scolarité très stricte à Hailsham (quoique dans le cadre d'une morale affective et sexuelle assez souple), dans une Angleterre contemporaine aux contours très conservateurs mais presque idylliques. Cependant, ils n'ont pas de parents et ont pour seule "famille" le corps professoral et leurs camarades. Car il ne s'agit pas d'enfants nés de manière naturelle, mais de fruits du clonage, technique développée, selon le film, en 1952, grâce à laquelle des êtres sont créés artificiellement pour servir de banques d'organes au reste de la société. L'on apprendra au fur et à mesure que l'humanité de ces jeunes gens est purement et sim-



plement niée et que, à l'aube de la force de l'âge, chacun d'eux est appelé à subir, dans des hôpitaux spécialisés, des opérations en vue de prélèvements. Au bout de trois opérations a lieu la "terminaison", c'est-à-dire la mort du donneur. C'est la partie la plus importante du film, où Kathy, alors âgée de vingt-huit ans, est "accompagnante". Elle est chargée, en échange d'un "sursis" (un ajournement de ses premiers dons d'organes), de prendre soin des autres clones en fin de vie. Une mission très éprouvante moralement. C'est à ce moment-là qu'elle retrouvera ses amis Ruth et Tommy, avec lesquels elle n'avait plus de contact depuis une dizaine d'années.

Uchronie

Ce film appartient ainsi au genre spécifique de la science-fiction qu'est l'uchronie : le monde, dans les années cinquante, fera une découverte extraordinaire permet-

tant l'allongement de la durée de vie jusqu'à plus de cent ans. Mais le prix de cette découverte est une ignominie sidérante, consistant à nier l'humanité des clones. On comprend, à la fin du film, qu'avec le temps ces derniers sont plus ou moins élevés en batteries, constituant un immense "réservoir" d'organes pour une société qui, en aucun cas, ne serait prête à revenir en arrière, à renoncer au confort que lui procurent les transplantations d'organes prélevés sur de jeunes clones. La société est disposée, pour ce faire, à commettre un massacre de masse industriel.

Une histoire terrible qui n'ira pas sans renvoyer le spectateur critique aux dérives scientifiques de sa propre société où, par exemple, l'avortement de masse est utilisé de plus en plus par simple souci de "confort" et où certaines études médicales se font par la manipulation des embryons. Entre cette attitude et l'histoire décrite dans

Never Let Me Go, y a-t-il une différence de nature ou une simple différence de degré ? Jusqu'à quel point sommes-nous différents de ceux qui prélèvent des organes sur des êtres humains pour préserver notre confort et notre qualité de vie ? C'est toute la question que pose peut-être ce film.

Les Repo Men, des huissiers sans pitié

Dans un registre peut-être plus burlesque, mais non moins dramatique, *Repo Men*, film américano-canadien de science-fiction réalisé par Miguel Sapochnik, sorti en Amérique du Nord et au Canada le 19 mars 2010 et en Europe le 14 juillet 2010, raconte l'histoire de deux amis appartenant au corps d'intervention éponyme. Le concept est très simple et expliqué avec une clarté glaçante par le narrateur en début du film : vous ne pouvez plus payer votre maison, la banque la

reprend ; vous ne pouvez plus payer votre voiture, la banque la reprend ; vous ne pouvez plus payer votre foie, c'est là que le Repo Man intervient : travaillant pour le compte d'une compagnie appelée "l'Union", spécialisée dans la création, grâce à la biotechnologie, et le commerce d'organes, il est en charge de "récupérer" les foies, cœurs ou reins dont le bénéficiaire n'aura pas respecté les échéances du paiement échelonné. Bien évidemment, l'opération du Repo Man, sorte de mercenaire violent et impitoyable, aboutit généralement à la mort du payeur indelicat lorsque celui-ci, après avoir été étourdi, se voit enlever son cœur ou son foie. Les Repo Men, sortes d'Ankou modernes, s'offrent ainsi comme la concrétisation du capitalisme marchand dans sa forme la plus violente et immorale.

En route vers la rédemption

Dans le film, Remy (Jude Law) travaille avec son ami d'enfance, Jake (Forest Whitaker). Tous deux sont des Repo Men terriblement efficaces et meurtriers. Leur travail ne leur pose aucun problème de conscience, d'autant que tous deux sont d'anciens soldats qui furent recrutés par l'Union après être revenus désœuvrés du front. Néanmoins, sous les pressions de sa femme, Remy envisage de quitter son poste pour être transféré au service commercial, ce que désapprouve vigoureusement son ami. L'histoire prendra un tournant capital lorsque, suite à une défectuosité d'un de ses appareils, Remy recevra une violente décharge électrique qui le contraindra à recevoir lui-même un cœur artificiel de l'Union. Cela ne cessera plus de le hanter : incapable de vendre des organes artificiels au sein de service commercial, conscient du risque qu'encourent les clients s'ils ne paient pas, encore moins à même de récupérer les organes dans le cadre de son ancien poste, le sort de ses victimes ne le renvoyant que trop à sa propre situation, il finit rapidement à court d'argent et incapable de payer son cœur artificiel. Une traque commence où Rémy devra échapper aux Repo Men, ses anciens collègues. Un retournement tragique mais authentiquement salvateur pour l'ancien boucher qui atteindra une hauteur morale nouvelle et qui saura brûler ce qu'il a adoré autrefois. ■

Stéphane Piolenc

ROMAN

La quête des chimères

Cette œuvre d'anticipation met en scène des manipulations génétiques dans une ambiance angoissante.

PARIS, la "Mégapole", seconde moitié du XXI^e siècle. Après une troisième guerre mondiale effroyable sur fond de choc des civilisations, l'humanité survit sur une planète polluée, désespérante, mais riche d'une technologie de pointe et de progrès médicaux tels qu'ils ont pratiquement éradiqué

la maladie, la vieillesse et la mort. Le prix à payer : des chercheurs libérés de toute contrainte morale et capables de toutes les transgressions. Ont-ils cependant osé franchir la dernière frontière, celle que toutes les lois continuent d'interdire : la création de chimères, hybrides d'humains et d'animaux ? Chim', flic d'élite de la prestigieuse brigade des Traqueurs, en a la preuve. Les quatre furieux qui ont ignominieusement massacré toute une famille en Normandie portaient dans leur ADN les gènes du rat. Quant à arrêter les créatures, et mettre hors d'état de nuire le dément qui les a conçues et jouit des plus hautes protec-

tions, il s'agit d'un jeu où Chim laissera, finalement, plus que la vie. Descott excelle à créer des ambiances glauques, angoissantes, aux limites de la folie, mais il se surpasse avec cette œuvre d'anticipation, trop crédible, si crédible même qu'elle suscite chez son lecteur un malaise intolérable tant l'évolution de la société rend envisageable l'univers de cauchemar qu'il met en scène et oblige à se poser des questions sur la notion d'humanité. □

Anne Bernet

✓ Régis Descott : *L'Année du Rat*, Lattès, 390 pages, 20 euros.



□ ALBERT SALON

La francophonie militante

Docteur d'état ès lettres, ancien ambassadeur, Albert Salon préside l'association Avenir de la langue française. Il appelle à manifester le 18 juin prochain.



□ **L'AF 2000 - Quand avez vous établi votre premier constat du déclin du français ? Était-ce quand vous exerciez vos fonctions de diplomate ?**

□ Albert Salon - Ce fut bien avant, à la lecture de René Etiemble, *Parlez-vous français ?* J'ai eu d'abord des initiateurs et maîtres, surtout Philippe Rossillon, paladin de la francophonie, inspirateur de maintes institutions officielles et d'associations. Membre de Défense de la langue française depuis quarante ans, j'ai créé en 1992, avec Dominique Noguez et Dominique Gallet, Avenir de la langue française. Nous avons été à l'origine, avec nos amis parlementaires, de l'introduction de cette phrase dans la Constitution : « *La langue de la République est le français* » ; puis de l'avant-projet de ce qui devint, en août 1994, la loi Toubon ; enfin, en juillet 2008, de l'introduction de la Francophonie au titre XIV, article 87, de notre Constitution. Au fil des années, dans leur quasi-totalité, les associations concernées ont rejoint ce combat plus "politique", au

sens noble. Elles agissent ensemble tandis que des mouvements de réflexion et des partis politiques les soutiennent partiellement. Chacun pourra le voir à la marche du 18 juin.

□ **Le français peut-il continuer de jouer le rôle qui fut le sien naguère, notamment dans le domaine des échanges commerciaux internationaux ?**

□ La principale puissance économique est ailleurs, même si notre économie et celles d'autres pays francophones sont loin d'être négligeables. Mais les empires s'écroulent. Celui qui nous étrangle aujourd'hui, avec l'aide déterminante de trop de nos élites, en France, comme au Québec ou ailleurs, est déjà en déclin, face à de grands rivaux. Il dépend des francophones - des Français au premier chef - de garder leur être, leur esprit, donc leur langue et les cultures qu'elle irrigue. Le français demeure promis à un grand avenir, si nous le voulons. La puissance économique n'est pas le seul facteur. La puissance culturelle est toujours là.

□ **MARSEILLE** - L'hommage rendu à Jeanne d'Arc par les Marseillais samedi 7 mai restera marqué par l'accroissement du nombre de participants par rapport aux années précédentes. Cette heureuse évolution vient sans nul doute de la création de l'Action française Provence représentant le CRAF dans la cité phocéenne. Une réunion s'est tenue dans la soirée, où Jean-Luc d'Albeloy a traité le sujet suivant : "Du nationalisme intégral à l'union des patriotes". Le conférencier a souligné l'importance du nationalisme dans la pensée maur-

rasienne et démontré l'actualité du compromis nationaliste. La journée s'est terminée par un dîner auquel ont participé une grosse vingtaine de militants, dont la moitié avaient moins de vingt-cinq ans. L'AF Provence réitérera cette formule qui a enchanté tous les participants.

□ **NANTES** - Un groupe de fidèles royalistes nantais, à l'initiative du centre Pierre Juhel, a déposé le 8 mai une gerbe au pied de la statue de la sainte de la Patrie et récité des prières pour la France.

□ **La langue française, si elle était à nouveau pratiquée comme langue internationale, aurait-elle un impact sur les civilisations ?**

□ Elle reste internationale, ne serait-ce qu'au sein des soixante-quinze pays de la Francophonie organisée en communauté. Et bien des concepts, des philosophies, des marqueurs de civilisation, ont leur source dans le français. À nous de veiller à continuer de les formuler en français.

□ **Les Anglo-saxons sont-ils seuls responsables du recul de notre langue ? N'y a-t-il pas, parmi nos "élites", des responsabilités actives qu'il convient de souligner ?**

□ Vous avez raison : le "peuple élu" des penseurs anglo-saxons - presque la "race élue" selon certains - est évidemment hégémonique, sans pitié pour les faibles et les vaincus, mais il est loin d'être seule responsable. Aussi est-ce bien surtout contre nos propres "élites" dévoyées que nous combattons. Nous dénonçons sans relâche la nouvelle "trahison des clercs".

□ **Quel esprit dominera la manifestation que vous organisez le 18 juin et qu'en attendez vous ?**

□ Nous exprimerons le refus passionné de l'hégémonie de toute langue sur la nôtre ; le rejet de la domination de la finance internationale sur les nations, les cultures, les langues ; la dénonciation d'une super-classe mondiale qui écrase tout ce qui n'est pas son intérêt, y compris ce qui nous est le plus sacré. Nous attendons un sursaut, un réveil du peuple, un coup d'arrêt au massacre, et demandons aux gouvernements francophones, d'abord au nôtre, d'organiser des états généraux de la langue française et de la Francophonie, un vrai grand débat avec toutes les forces vives de la nation. Venez tous, pour cette cause, pour un sursaut, marcher avec nous le samedi 18 juin ! Rassemblement à 14 h 30 au pied du Panthéon. C'est le moment de faire nombre et masse. Et merci de m'avoir donné l'occasion de m'adresser à vos lecteurs ! ■

□ **NÎMES** - Le dimanche 22 mai, à 10 heures, nos amis gardois se sont retrouvés près de la statue de Jeanne d'Arc œuvre de Maxime Real del Sarthe. Le piquet militaire était assuré par la Gendarmerie et une douzaine de drapeaux l'entouraient. Après une courte allocution de Michel Baptiste, président des Amis de Jeanne d'Arc, et le dépôt de différentes gerbes a retenti la sonnerie aux morts suivie de la *Marseillaise*. Puis les participants ont pénétré dans l'église Saint-Baudile derrière les porte-drapeaux. Une messe so-

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF	Trésorier	Provinces
Stéphane Blanchonnet	Giovanni Castelluccio	Philippe Castelluccio
Secrétaire général	Secrétaire administratif	Militantisme
Olivier Perceval	Marie-Suzanne	Jean-Baptiste de l'Aviath
Secrétaire général adjoint	de Benque d'Agut	Responsable opérationnel
Romain Hellouin	Formation	François Bel-Ker
	Marc Savina	

Rendez-vous en province

□ **PÉLERINAGE Paris-Chartres** - A tous ceux qui veulent partager trois jours de prière entre militants et sympathisants d'AF : marchez avec le chapitre Sainte Jeanne de France les 11, 12 et 13 juin ! Ce chapitre est historiquement le chapitre d'Action française. Il est ouvert à tous ceux qui voient dans l'engagement royaliste un prolongement du devoir de charité, mais aussi à tous les sympathisants d'hier et d'aujourd'hui qui souhaitent simplement vivre trois journées édifiantes, sur les traces de Charles Péguy. Pour connaître les tarifs en fonction de votre lieu de résidence principale et du nombre de personnes que vous inscrivez, prenez contact avec Louis-Charles Bonnaves, le chef de chapitre : lbonnaves@yahoo.fr ; 06 60 75 49 12.

□ **TOULON** - Le rapprochement entre le CRAF et la RN provoque dans certaines régions une synergie bienvenue. Nous en aurons l'heureuse illustration le mardi 14 juin prochain à 20 h 30 à la salle de réception de la résidence du cap Brun à Toulon (192 rue du lieutenant aviateur Gayraud), où Hilaire de Cremiers, invité par la section du Var de la Fédération royaliste provençale, viendra parler de la légitimité. À l'issue de la conférence, le docteur Pierre Navaranne, président de la section du Var de la FRP, quittera ses fonctions pour les transmettre à Philippe Lallement. Le CRAF sera représenté par notre président régional Michel Fransceschetti. Le docteur Jean Gugliotta qui conduit la FRP présidera la soirée. Le CRAF qui souhaite relancer la section du Var a nommé un responsable à Toulon qui travaillera en étroite relation avec Philippe Lallement. Des initiatives sont d'ores et déjà



prévues, mais nous laisserons le soin aux acteurs sur place d'annoncer leur programme.

□ **NANTES** - Samedi 18 juin, à l'occasion d'une belle journée d'unité et d'amitié royaliste et française, Olivier Perceval et Hilaire de Cremiers prendront tous les deux la parole, au nom, respectivement, du CRAF et de la RN. Ils seront les hôtes de l'URBVM. Renseignements : urbvm@hotmail.com

□ **NÎMES** - Le cercle Saint-Charles vous propose une dernière réunion avant les vacances le samedi 18 juin à 14 heures à la Brasserie Le Palace (angle Esplanade-rue Régale).

□ **UNIVERSITÉ D'ÉTÉ** - Le Camp Maxime Real del Sarthe se déroulera cette année en Vendée, au Logis Sourdy (85130 La Gaubretière), du 21 au 28 août. Retenez dès à présent votre place ! Participation : 20 euros par jour ; 140 euros pour la semaine jusqu'au 15 juin, 160 euros après. Inscriptions au Centre royaliste d'Action française, CMRDS 2011, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS (chèques à l'ordre du CRAF). Renseignements : cmrds@actionfrancaise.net, 06 88 97 00 40.

JOURNÉE LA VARENDE

Samedi 25 juin sous la présidence de Pierre Espaldet, maire de Saint-Aubin-de-Scellon (27230). 10 heures : messe à Thiberville (Eure) célébrée selon le rite extraordinaire. 11 h 15 : à Saint-Aubin-de-Scellon, verre de l'amitié ; visite du musée et de l'exposition Jean de La Varende. 13 heures : déjeuner ; intervention de Didier Patte, président du Mouvement normand sur la "naissance de la Normandie normande". 16 heures : visite du château de La Sorcière à Saint-Pierre-du-Mesnil. 17 heures : recueillement sur les tombes de La Varende et de l'abbé Montgomery dans le cimetière du Chamblac. Inscription avant le 15 juin (déjeuner : 26 euros). Tél. : 02 31 80 84 67 ; mél. : presencedelavarende@wanadoo.fr

□ LAURENT OZON

Lutter contre la mondialisation

Nous accueillons aujourd'hui Laurent Ozon, membre du bureau politique du Front national, chargé de la formation. Il nous livre son analyse qui, par bien des côtés, rejoint la nôtre, sur le mondialisme et la façon de s'y opposer.

□ *L'Action Française 2000* - Le Front national n'est pas votre famille politique d'origine : pourriez-vous présenter votre itinéraire à nos lecteurs ?

□ Laurent Ozon - J'ai eu une première expérience politique très jeune, chez les Verts, à l'époque où ces derniers étaient une structure politique par accident, composée essentiellement de naturalistes, c'est-à-dire de militants révoltés par la destruction de la nature, des paysages et de leur cadre de vie. Les Verts sont devenus une structure politique lorsqu'ils ont été progressivement colonisés et, du même coup, dénaturés par le mouvement trotskiste. J'ai ensuite animé durant une dizaine d'années une revue, *Le Recours aux forêts*, dont l'objectif était de fonder l'écologie politique en provoquant des débats structurants pour notre courant de pensée.

□ **Le titre de la revue fait écho à Ernst Jünger...**

□ Effectivement, il évoque le *Traité du rebelle*. Pour Jünger, symboliquement, la forêt permettait de fonder la réflexion à partir d'un point de vue extérieur (*foris*, en latin, signifie "dehors") : il s'agissait de repenser les pré-supposés de la réflexion politique. La forêt a toujours été un lieu de résistance ou d'alternative pour ceux qui se retrouvent en rupture avec l'ordre établi dans la cité.

□ **Vous êtes connu comme un opposant résolu à la mondialisation ; pourquoi ?**

□ La mondialisation est un phénomène en extension et en accélération permanentes qui recouvre plusieurs dimensions. Elle a tout d'abord une dimension objective : l'accroissement et la généralisation des moyens techniques et scientifiques et leur communication sur le plan planétaire. Elle est ensuite un projet économique visant à l'interdépendance de toutes les nations du monde. Elle est également un projet culturel, tendant non pas tant aujourd'hui à la mise en place d'un gouvernement mondial - l'objectif ultime - qu'à la transformation des peuples en producteurs-consommateurs interchangeables n'ayant pour seule finalité que la satisfaction de leurs besoins les plus bas ou les plus artificiels. Elle est enfin un projet politique qui a pour conséquence directe la disparition progressive de tout ce qui fait la beauté du monde : la multiplicité des paysages comme la diversité des cultures, lesquelles constituent autant de forces protectrices que les peuples se sont données au cours de l'histoire pour survivre. Il s'agit, comme l'avait souligné Claude Lévi-Strauss, de choix de valeurs essentiels. C'est



pourquoi les cultures sont vécues comme des absolus par les peuples qui les partagent et que, de l'extérieur, elles sont perçues comme des subjectivités. Or la mondialisation vise à les détruire, car elle est avant tout un projet de rationalisation, d'objectivation et de mise en ressources, c'est-à-dire de transformation du vivant, sous ses diverses formes, en moyens d'une mégamachine techno-économique qui ruine les peuples en produisant de la guerre, de la détresse ou de la souffrance sociale. Il faut absolument donner aux peuples les moyens d'entraver ce processus.

□ **Alors que les "élites" présentent la mondialisation comme un facteur inéluctable, qui peut s'y opposer et comment ?**

□ Ces "élites", qui n'ont d'élites que le nom, font mine de confondre volontiers ce qui relève de la mondialisation objective (comme l'agriculture), qu'il faut accepter dans ses effets positifs et compenser dans ses effets pervers, avec le projet d'une oligarchie planétaire en cours de constitution qui vise à accaparer, à son seul profit, les ressources, les marchés, les peuples et les territoires. Elle a besoin, pour le faire, de réorganiser le monde. C'est à quoi je m'oppose. Comment ? C'est simple : n'oublions pas qu'il existe des entités historiques que sont, notamment, les nations - c'en est encore une, en tout cas, pour les Français. Certains, assurément, sont attachés à d'autres formes d'organisation humaine (la région, l'Europe). Je ne fais aucun fétichisme organisationnel : un peuple doit avoir la forme d'organisation lui permettant de survivre et de satisfaire ses besoins essentiels.

□ **Vous pensez donc que le cadre national est toujours pertinent...**

□ C'est surtout le seul. Aucun autre outil, sur les plans européen ou régional, ne permettant d'agir, le seul à notre disposition pour conduire une action politique demeure la nation. De plus, le temps nous est compté en raison de l'accélération de l'histoire. La nation est donc bien le seul cadre qui nous permette de lutter contre la destruction des systèmes sociaux, la trahison des élites, la ruine du système scolaire, la montée de la violence, l'anarchie migratoire, les guerres d'intervention à prétention morale, qui sont des guerres d'énergie, ou encore la montée des communautarismes. Dois-je également évoquer les catastrophes climatiques et les problèmes énergétiques ? Cette convergence de problèmes crée une inquiétude de plus en plus nette et les populations attendent d'être protégées. Or, depuis trente ans, nous avons vécu la conquête, par cette oligarchie, de l'État national, qui a été retourné pour devenir sa courroie de transmission. L'objectif doit donc être de reprendre le contrôle, tant qu'il fonctionne encore, de l'État national français, avec ses défauts historiques mais aussi sa grandeur, afin d'en refaire une instance de protection de la population.

□ **Les Français sont-ils prêts à vous suivre ? Si on prend l'exemple de l'euro, seuls 30 % d'entre eux, selon un récent sondage, sont favorables à sa sortie, non que la monnaie européenne soit très populaire, mais les Français semblent avoir intégré un discours fataliste.**

□ Notre discours est mal compris : notre propos n'est pas de casser l'euro mais de rappeler que la fonction de la monnaie est d'être un outil à finalité économique et politique, d'autant que le rôle de l'économie est de permettre la satisfaction des besoins de la po-

pulation, auxquels doit précisément veiller le politique. Telle est, d'un point de vue politique, la mission de l'économie. La monnaie n'est donc qu'un instrument économique concourant à réaliser cet objectif. Dès lors, la question est simplement : l'euro a-t-il, depuis sa création, répondu à sa mission d'outil monétaire ? Le constat des Français est majoritairement négatif.

□ **En même temps, ils n'osent pas en sortir...**

□ Les Français sont inquiets des changements, ils ont peur que, demain, une sortie de l'euro ne provoque des perturbations sociales, d'autant que l'oligarchie alimente un discours catastrophiste sur la sortie de l'euro, après avoir nourri un premier discours catastrophiste, au début du siècle, pour convaincre l'opinion publique d'accepter le passage à la monnaie unique. On nous a vendu l'euro comme l'unique solution pour résoudre les problèmes économiques et sociaux. Le discours de peur, ce sont les médias et l'oligarchie qui le tiennent, ce n'est certainement pas le Front national ! Notre analyse est que l'euro est un outil non seulement néfaste mais qui, de plus, est en train de se casser la figure ! Les signes sont de plus en plus manifestes. Le rôle des politiques est d'anticiper cette chute et de l'accompagner. Nous ne sommes pas nécessairement favorables à la disparition de l'euro : peut-être pourrait-il devenir une monnaie commune, comme l'avait été l'écu... C'est tout à fait envisageable.

De plus, les Français favorables à l'euro sont avant tout attachés à ce qu'il symbolise : l'Europe. Le discours de défense de l'euro du président de la République, lors de ses vœux aux Français, n'était pas un discours de défense de l'outil monétaire mais du symbole mo-

nétaire : l'euro symbole de paix entre les peuples européens. De ce point de vue-là, il faut être clair : nous sommes par principe favorables à la paix et à l'entente entre les peuples européens, et au-delà... La remise en question de l'euro n'est donc pas celle d'un projet d'entente et de coopération entre les peuples européens. D'ailleurs, les grands projets européens qui ont réussi, notamment dans l'aéronautique, ont été le fait de nations encore souveraines qui battaient monnaie. Il n'y a donc aucune contradiction entre la possibilité de faire de grandes choses ensemble et de sortir du carcan de l'euro, qui ruine les Français et nous prive des moyens d'ajuster notre réponse économique aux effets de la mondialisation.

□ **Pour contrecarrer la mondialisation, vous préconisez la relocalisation des activités...**

□ Sans perdre de vue les grands enjeux macro-économiques, il faut prévoir la mise en place d'un protectionnisme social d'un nouveau genre, fondé sur la relocalisation des activités humaines et de l'économie, visant à rapprocher les lieux de travail, de production et de consommation dans le plus grand nombre de domaines possibles, notamment dans l'économie de subsistance, qu'il convient de distinguer de l'économie de compétition. Certains secteurs économiques relèvent de la compétition, comme la production de biens pointus, dans le cadre de projets nationaux, européens, voire internationaux. En revanche les Français n'accepteront plus encore longtemps que leur capacité à satisfaire leurs besoins essentiels dépende des cours des marchés financiers. Nous voulons pouvoir décider chez nous ce qui est bon pour nous.

Il ne s'agit pas de cesser les échanges mais de favoriser notre marché contre les *dumpings* social, économique et monétaire et de le protéger en le densifiant tout en limitant les flux de marchandises, ce qui aura un impact écologique positif. Préférons une tomate du coin à une tomate importée ! Il faut favoriser la production et l'embauche locales. On pourrait, par exemple, imaginer une TVA progressive intégrant comme dimension la proximité en matière de production, de transformation et de consommation. Il suffirait d'instaurer un système fiscal à la fois simple et incitatif, qui aurait pour avantage supplémentaire de renforcer la traçabilité des produits et l'embauche dans le cadre des PME. Ce serait, de plus, une arme d'indépendance politique vis-à-vis des multinationales et des circuits de la grande distribution. Enfin, je le répète, cela permettrait de densifier le territoire... un vœu que Colbert partageait déjà !

□ **Un dernier mot ?**

□ Compte-tenu de l'accélération de l'histoire et de son potentiel de déstabilisation et de ruine, s'engager en politique est devenue une priorité absolue. ■

Propos recueillis par François Marcilhac